

RELIGIONS ET POLITIQUE AU JAPON

ÔTOMO RYÛ *

Bien qu'il soit difficile de cerner les convictions religieuses du peuple japonais et que la constitution d'après-guerre établisse la séparation des églises et de l'État, on ne saurait négliger le fait religieux ni la question du rôle politique des organisations religieuses. D'abord parce qu'il existe un parti religieux, le Kōmeitō, qui se réclame d'une des « nouvelles sectes » issues de l'une des écoles du bouddhisme, mais ensuite et surtout parce que des relations organiques ont été établies entre un certain nombre d'organisations religieuses et le Parti libéral-démocrate, au pouvoir quasiment sans interruption depuis sa fondation en 1955. Ces relations relèvent du clientélisme le plus pur : privilèges fiscaux et subventions d'un côté, soutien électoral de l'autre. Elles ont également un contenu idéologique et programmatique, si bien que l'on est en droit de parler d'un fondamentalisme japonais, quand bien même toutes les confessions ne sont pas impliquées, loin de là. Son audience reste limitée mais il constitue une des forces motrices des courants les plus à droite du pays. Il est favorable à la révision de la constitution et au renforcement des capacités militaires. Il apporte un appui déterminé à la modification de la loi fondamentale sur l'éducation qui est l'un des sujets brûlants de la vie politique.

Le bouddhisme et le shintoïsme constituent les éléments majeurs de la culture religieuse du Japon. Le christianisme s'y ajoute de façon accessoire. Celui-ci n'a survécu que difficilement, dans une marge clandestine de la société, à la suite des persécutions durables dont il fut l'objet au cours du processus de restructuration du féodalisme, au ^{xvii}^e siècle, pour ne retrouver la liberté de sa mission qu'au milieu du ^{xix}^e siècle. Vu dans la longue durée de leur développement après l'établissement du système féodal, les religions japonaises n'ont pas pris appui sur la conscience et la morale des individus, mais

* POLITOLOGUE, JOURNALISTE, ryeu@myad.jp

sur les autorités profanes. Elles ont été intégrées aux instances et aux procédures de la gouvernance politique, perdant ainsi leur spontanéité. A partir du XIX^e siècle, la conflictualité interne que cela entretenait sur le plan des dogmes a donné naissance à de « nouvelles religions » ou à de nouvelles « sectes », mais celles-ci ont connu le même phénomène que les religions établies. C'est une des raisons pour lesquelles les religions du Japon n'ont pas construit de pensée anti-guerre pendant la période fasciste¹.

La situation perdure aujourd'hui, qui voit les activités religieuses en relation subordonnée au pouvoir politique dont elles reçoivent une protection économique. Cette situation a déterminé durablement la relation fondamentale existant entre les milieux religieux et le Parti libéral-démocrate (PLD). Il va de soi que cela a provoqué des insatisfactions et des mécontentements dont on retrouve un reflet dans les attentats perpétrés en 1995 par la secte Aum, qui avait séduit un certain nombre de jeunes.

Le concept de clientélisme permet d'englober les spécificités de la relation entre les grandes organisations religieuses et le PLD, mais ce clientélisme a eu pour résultat de contribuer, pour une part, aux tendances nationalistes et fondamentalistes qui se manifestent dans le pays. Les activités des extrêmes droites religieuses influencent clairement et activent les décisions

¹ Le terme « secte » est utilisé communément au Japon pour désigner une organisation religieuse, encore que certaines des « nouvelles sectes » (la secte Aum par exemple) participent du phénomène sectaire tel qu'on l'entend en France. Ici, le terme désignera une organisation religieuse dérivée d'une religion établie. Au Japon en effet, le bouddhisme est un terme générique recouvrant, en 2003, 157 écoles ou courants dont 28 majeurs. Les autres sont apparus au XIX^e ou au XX^e siècle comme « nouvelles sectes ». La Sôkka Gakkai se comporte comme l'une d'entre celles-ci, bien qu'elle rassemble un groupe de croyants de Nichiren shôshû, un des 39 rameaux de l'école du bouddhisme fondée par Nichiren. Aujourd'hui, le siège central de Nichiren shôshû a rompu tout rapport avec la Sôka Gakkai. Le shintoïsme aussi n'est qu'un terme générique de cultes populaires indigènes qui célébraient les ancêtres claniques – pour la famille impériale, c'est la grande déesse Amaterasu (« qui brille dans le ciel ») célébrée au sanctuaire d'Ise –, les divinités protectrices des communautés paysannes, des villages de pêcheurs, etc. Il y avait donc une multitude de shintoïsmes avant 1906, date à laquelle le gouvernement a lancé le principe d'un seul sanctuaire shintoïque par commune et, depuis, la plupart des sanctuaires shintoïques ont été intégrés au sein du culte d'Ise, qu'on appelle « shintoïsme d'État ».

politiques du PLD. On peut voir en elles la force motrice du glissement plus marqué encore à droite de la formation conservatrice.

La domination politique de longue durée du PLD et sa structure

Le Parti libéral-démocrate a été créé en 1955 comme le rassemblement de différentes organisations conservatrices qui représentaient l'extrême droite d'avant la guerre, la droite libérale, la nouvelle couche de hauts fonctionnaires, etc., après le processus de formation et de dissolution des organisations politiques qui a suivi immédiatement la défaite de 1945.

Un demi-siècle s'est écoulé depuis et le PLD est resté constamment au pouvoir, à l'exception de la période allant d'août 1993 à juin 1994, où il se retrouva dans l'opposition à la suite de la scission qu'il venait de subir. Cette longévité est d'autant plus remarquable que le parti a connu depuis les années 1970 un effritement durable de ses positions. De ce fait, il n'est plus en mesure de former à lui seul le gouvernement. Après la parenthèse de onze mois qui vient d'être évoquée, il a accepté de participer, jusqu'en janvier 1996, à un gouvernement de coalition dont le chef était issu du Parti social-démocrate. Depuis cette dernière date, il détient à nouveau le poste de Premier ministre, mais en coalition avec le Parti libéral (absorbé par le Parti démocrate en 2003) à partir de janvier 1999, puis avec le parti bouddhiste Kômei dès octobre de la même année (parti créé par la Sôkka Gakkai en 1964, avec pour devise initiale l'« unification de l'Église et de l'État », qui fut abandonnée par la suite). C'est cette coalition qui prévaut actuellement, le PLD ne détenant en effet que 46,3 % des sièges à la Chambre des Conseillers, le sénat japonais.

Le PLD n'est pas un parti homogène dans son organisation. C'est plutôt un rassemblement de différents courants ou « factions » (au nombre de huit présentement), ayant pour objectif primordial de s'assurer le pouvoir et de le conserver. Pendant longtemps, la force d'agrégation de chacune des factions tenait à l'obtention et à la redistribution de fonds politiques. Mais, afin de perpétuer son hégémonie, le parti conservateur a introduit en 1995 un système de financement public des formations politiques (en 2006, le PLD doit recevoir à ce titre 16,8 milliards de yens, soit environ 229 millions euros), qui a renforcé considérablement la direction du parti puisque c'est elle qui redistribue les fonds, en lieu et place des chefs de faction comme c'était le cas auparavant. Néanmoins, le caractère du PLD comme rassemblement de factions autonomes demeure valide.

Plus important sans doute est le fait que l'organisation du PLD se définit comme la somme des clientèles de chaque élu à tous les niveaux de la représentation populaire. Au niveau de ses parlementaires, les comités de soutien (*kôenkai*) sont formés surtout de personnes liées aux industries, aux coopératives agricoles, aux professions libérales, aux congrégations religieuses, etc., lesquelles se combinent aux branches locales d'organisations nationales – des branches industrielles, des professions libérales et indépendantes, des congrégations religieuses, etc. –, voire à de grandes entreprises, pour former la base électorale (*jiban*) de l'élu². Les composantes de ces bases électorales offrent les fonds politiques, collaborent aux campagnes électorales et reçoivent en compensation différentes « rentes » : interventions personnelles, contrôle d'un marché par le truchement de la décision politique, invitation à des offres de travaux publics, obtention de subventions, mesures fiscales avantageuses et différentes autres faveurs, bref autant de moyens pour extraire du surprofit.

Il s'agit là d'un clientélisme typique et les congrégations religieuses en constituent un des éléments les plus importants. Il semble bien que Koizumi Junichiro ait été très sensible à cette donnée structurelle, à cause vraisemblablement de sa faiblesse à l'intérieur du Parti libéral-démocrate, du moins durant la phase initiale de son administration. Par exemple, dans son cabinet remanié à la veille des dernières élections législatives, non seulement 11 des 13 ministres étaient membres de l'organisation des parlementaires (dont Koizumi en personne était le vice-président) liée à la Jinja Honcho – l'Association des sanctuaires shintoïques –, mais aussi une sénatrice, que soutiennent les nouvelles sectes Reiyūkai et Mahikari, détenait le portefeuille de la Commission nationale pour la sûreté de l'État, qui a la responsabilité de la police, et un sénateur, qu'appuie la nouvelle secte Bussho gonen-kai, a été nommé ministre de la Santé publique et du Travail³.

³ La Reiyūkai a été fondée en 1923 et s'inscrit dans la tradition bouddhique (son nom fait référence au rituel en souvenir des défunts), alors que Sukyo-Mahikari, considérée comme secte au sens français, ainsi d'ailleurs que la Sôkka Gakkai, est une néo « nouvelle religion », apparue dans les années 1970 et faisant appel aux croyances magiques. Elle est issue de la scission d'une congrégation fondée au Japon en 1959 par Okada Kôtama, connu pour ses propos antisémites. Ancien officier de grade impérial, celui-ci était missionnaire de la « nouvelle secte » MOA, fondée elle-même par un ancien cadre de la secte Ômoto, nouveau shintoïsme

La population religieuse du Japon

Fin 2003, il existait au Japon 182 985 personnes morales religieuses, mais il est impossible de mesurer de façon précise la population religieuse du pays⁴. Selon les statistiques du gouvernement, à la fin de 2004, on estimait à 214 millions le nombre de croyants au Japon, soit nettement plus que la population totale de l'archipel, qui était alors de 127 millions d'habitants. Cela tient à l'ambiguïté de la conscience religieuse chez les Japonais. Il n'est en effet pas étonnant pour un chrétien de participer à des rites shintoïstes dans son quartier. L'actuel ministre des Affaires étrangères, Aso Taro, est un des hommes politiques soutenant activement la visite au sanctuaire Yasukuni, bien qu'il se déclare chrétien. On dit souvent qu'un Japonais est présenté au sanctuaire shintoïque par ses parents durant sa petite enfance, qu'il affectionnera de se marier à l'église et qu'il deviendra bouddhiste avec le grand âge. Ses obsèques seront donc organisées à la manière bouddhique et il sera enterré dans le cimetière du temple bouddhique de sa famille, aux côtés de ses ancêtres.

Nos calculs ont été établis sur la base statistique des « Résultats de l'enquête sur la conscience religieuse » (Japanese General Social Surveys), qu'organise un collectif d'universités, en fait deux enquêtes, effectuées en 2000 et 2001, dont les données ont été ajoutées de manière à couvrir un échantillon de 4 500 personnes⁵. Elles donnent ceci :

Bouddhisme

sans affiliation sectaire connue :	25 millions
école Jōdo Shinshū :	20,8 millions
école Zen :	9 millions
école de Nichiren :	5,2 millions
école Jōdo :	5,1 millions

apparu au XIX^e siècle. On s'en rend compte, les généalogies sont complexes et, de fait, à la mort de son fondateur en 1974, cette secte s'est divisée et la fille adoptive du fondateur, Okada Keiju, a créé la Sukyo-Mahikari.

⁴ Source : *Shūkyō nenkan*, « Annuaire des religions », publié par l'Agence de la culture dépendant du ministère de l'Éducation, de la recherche, de la culture et des sports, l'instance qui, au Japon, couvre la sphère des organisations religieuses. Cet annuaire liste celles qui sont approuvées par ladite Agence.

⁵ Par Kimura Masafumi, université de commerce de Nagoya.

Shintoïsme	2,2 millions
Les « nouvelles religions »	
Sōka Gakkai :	5 millions (groupe de croyants bouddhistes)
Risshōkōseikai :	0,5 million (bouddhiste)
Tenri-kyō	1,3 million (shintoïste)
Shinnyo-en :	0,4 million (bouddhiste)
Mahikari :	0,4 million (shintoïste)
Bussho gonenkai :	0,1 million (bouddhiste)
Seichō-no ié :	0,3 million (shintoïste)
MOA :	0,2 million (shintoïste)
Reiyūkai :	0,2 million (bouddhiste)
Christianisme :	2,9 millions (en majorité catholiques)

Ces chiffres peuvent paraître très modestes pour ce qui concerne les « nouvelles religions », dans la mesure même où celles-ci tendent, à des fins de propagande, à exagérer le nombre de leurs fidèles. Le faible chiffre des shintoïstes tient, quant à lui, au fait que les Japonais ordinaires ne perçoivent pas le shintoïsme comme une religion et donc ne se déclarent pas comme croyants shintoïstes.

Religions, écoles et sectes religieuses

Le shintoïsme a son origine lointaine dans les croyances et pratiques populaires de l'Antiquité et il faudra attendre le VIII^e siècle pour qu'il puisse avoir une structure religieuse comme culte en relation syncrétique avec le bouddhisme. C'est donc celui-ci que nous évoquerons en premier.

Le bouddhisme au Japon

Le bouddhisme des périodes de Nara et de Heian (ou Kyoto)

On estime que le bouddhisme est arrivé au Japon au cours du VI^e siècle, sous la dynastie chinoise des T'ang. Il a immédiatement formé des congrégations dont certaines existent encore, qui sont classées comme les « six sectes de Nara », mais leur influence sociale est aujourd'hui négligeable ⁶.

⁶ Les sectes Sanron, Jōjitsu, Hossō, Kusha, Kegon et Ritsu. 256 temples seulement sont aujourd'hui affiliés à l'une ou l'autre d'entre elles.

A partir du IX^e siècle, le bouddhisme, qui était jusqu'alors circonscrit à l'aristocratie, s'enracine dans le peuple et les deux branches représentatives de l'époque – Heian-Tendai et Shingon – sont restées très influentes. Elles conservent cependant un caractère archaïque et manque de dynamisme religieux. Elles demeurent ainsi indifférentes aux questions politiques, sauf plusieurs branches dérivées de l'école Shingon. C'est durant la même période qu'est née la secte ascétique Shugendô qui existe toujours, mais avec une influence limitée⁷.

Le bouddhisme de la période de Kamakura

Un réforme religieuse s'est produite aux XI^e et XII^e siècles, à l'époque du passage de la société antique à la société féodale. Dans un contexte d'attente de la fin du monde, des sectes nouvelles se sont enracinées dans les couches les plus humbles de la société, paysannerie et pêcheurs. Les sectes du courant Jôdo soulignaient que l'au-delà était présent dans le cœur de chaque individu, sans distinction sociale, ce qui a pu conduire des paysans convertis à s'insurger⁸. Les sectes du courant zen mettaient, de leur côté,

⁷ Les écoles Tendai et Shingon ont longtemps été rivales. La première est issue de la secte chinoise Tiantai et a été fondée en 1086 par Saichô, avec son temple principal sur le mont Hiei, à proximité de Kyoto. Elle fut relancée par Ennin et donna naissance au mouvement de la « Terre pure » (*Jôdo*) dont sont issus plusieurs autres courants du bouddhisme japonais. L'école Shingon est antérieure, puisqu'elle a été fondée au IX^e siècle par Kûkai, avec son centre principal sur le mont Kôya, dans la préfecture actuelle de Wakayama. C'est un courant ésotérique du bouddhisme, le plus proche du tantrisme tibétain. L'école Tendai compte actuellement 4 448 temples et 19 236 prêtres, alors que le Shingon, qui comporte 46 branches, comptait 12 405 temples en 2003. Le Shugendô est d'origine érémitique : le fidèle doit « entrer dans la montagne » (*nyûbu*), c'est-à-dire gravir une des montagnes sacrées à chacune des quatre saisons, afin d'effectuer le passage de l'état profane à l'état sacré, et se livrer à des exercices d'ascèse pouvant le conduire à l'état de bouddha.

⁸ Le bouddhisme de la « Terre pure » renonce à la vie monastique comme voie de salut. La foi et la récitation de l'acte de foi peuvent permettre à tout mortel d'atteindre le « paradis de l'ouest » ou « Terre pure » du bouddha Amida, ce qui induit une vision eschatologique de l'existence. Les deux fondateurs de ce courant, Hônen (1133-1212) et Shinran (1173-1263), qui le développa en *Jôdo shinshû* (« Véritable essence de la

l'accent sur l'intériorisation de la foi et imposaient des préceptes stricts. Enfin, le courant du moine Nichiren s'est orienté vers une indépendance totale vis-à-vis du pouvoir politique et se caractérisait par la vision du Japon comme pays créé et protégé par les dieux. Ce courant s'est fortement enraciné au sein de la paysannerie.

Au cours du « Moyen Age » japonais, du XII^e au XVI^e siècles, le bouddhisme en est venu à recouvrir tous les aspects de la culture et de la vie sociale. Les empereurs n'y faisaient pas exception qui furent exclusivement bouddhistes jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Les branches ci-dessus indiquées constituent ce que l'on appelle le « courant majeur » (*kisei shukyô*) du bouddhisme d'aujourd'hui.

Le bouddhisme de l'époque d'Edo

En parallèle avec la stabilisation politique obtenue au XVII^e siècle par le shogunat Tokugawa, les divers courants du bouddhisme, à l'exception des cultes cachés, ont été récupérés par le pouvoir politique, qui est parvenu à intégrer les multiples congrégations à son appareil de domination et de contrôle. Le bouddhisme a ainsi perdu toute autorité idéologique⁹.

Le shintoïsme

Avant le XVIII^e siècle, le shintoïsme existait en syncrétisme avec le bouddhisme mais, au cours du XVIII^e siècle, le développement des « études nationales » (*kokugaku*) l'ont conduit à se doter d'une

Terre pure », eurent maille à partir avec le pouvoir de l'époque. Le moine Nichiren (1222-1282), quant à lui, était à la recherche d'une voie rigoureuse, ce qui l'a conduit à s'opposer violemment aux écoles établies et à critiquer le pouvoir. Il sera exilé dans l'île de Sado entre 1271 et 1274.

⁹ En fait, la restructuration du féodalisme (fin XV^e-début XVII^e siècle) est passé par la domestication des religions établies, quand ce ne sera pas leur interdiction, comme ce sera le cas pour le christianisme. Rennyo (1415-1499), le 8^e *hossu* ou chef-abbé du Honganji de Kyoto, avait fait de ce temple le centre du rameau *Jôdo shinshû*. Les affrontements avec la branche Tendai le contraignirent à se replier sur la région du Hokuriku (préfectures actuelles de Fukui, Toyama, Ishikawa, Niigata). Ses fidèles s'insurgèrent à partir de 1474 et formèrent une zone autonome avec pour centre le temple Oyama Midô de Kanazawa. Le seigneur de guerre, Oda Nobunaga (1534-1582), le premier des trois réunificateurs du pays, après des affrontements séculaires, imposa sa main de fer en détruisant le grand temple de la secte Tendai sur le mont Hiei et en écrasant dans le sang la rébellion du Hokuriku en 1580.

idéologie spécifique et à créer des théories dont certaines ont formé le terreau de la pensée fasciste japonaise¹⁰. Le régime établi en 1868, sur le démembrement du shogunat Tokugawa, a placé le shintoïsme développé au cours du XVIII^e siècle comme principe directeur de l'organisation de l'État et a mené campagne contre le bouddhisme et le confucianisme. En parallèle avec l'établissement du système parlementaire, il a fondé un shintoïsme d'État et transformé les sanctuaires shintoïques en lieux de respect obligatoire de la nation. Le concept de la divinité de la personne impériale a été un élément central du shintoïsme d'État. Les différentes nouvelles sectes shintoïstes ont été regroupées dans une catégorie auxiliaire.

Après la Seconde Guerre mondiale, le shintoïsme d'État a été démembré à son tour et Hirohito, l'empereur régnant, a été forcé de reconnaître sa nature humaine le 1^{er} janvier 1946. Mais l'année suivant ce démembrement, près de 80 000 sanctuaires shintoïques, qui relevaient du shintoïsme d'État, ont formé une « Association

¹⁰ A l'époque d'Edo existaient au Japon trois sphères culturelles distinctes mais non fermées, la culture paysanne, imprégnée d'un bouddhisme syncrétique où les écoles de la « Terre pure » étaient prédominantes, la culture des quartiers plébéiens (*shitamachi*) des villes, traversée de courants divers, au sein de laquelle naissait une modernité endogène, et la culture officielle du régime Tokugawa, fondée sur les « études chinoises », avec pour idéologie un néo-confucianisme « militarisé » par son association avec le *bushidō*, la « voie du guerrier » – pureté des intentions, fidélité absolue au suzerain, culte du sacrifice désintéressé –, qui jouait une fonction compensatrice à la domestication des samourais. Le mouvement des « études nationales » (*kokugaku*), soutenu par des éléments du shogunat Tokugawa, commence par l'étude philologique et littéraire des œuvres les plus anciennes, en particulier le recueil de poèmes *Manyōshū* et le « roman » *Genji monogatari* (le « dit de Genji ») dans lesquelles on pense découvrir l'authenticité de la sensibilité nippone, avant qu'elle n'ait été recouverte par l'influence chinoise. Ainsi, Motoori Norinaga (1730-1801) élabore le concept central de *mono aware*, la « prégnance des choses », à l'oeuvre dans les différentes formes littéraires. Travaillant sur le « *Kojiki* », chronique historique datée de 712, ce même érudit estime avoir trouvé la « voie des Anciens » (*Kodō*), moins moralisante que la pensée chinoise et plus sincère. Hirata Atsutane (1776-1843) assimilera cette voie au shintoïsme – la « voie des Anciens » conduit à la « voie des dieux », qui est le sens du mot *shintō* – dont il construit une cosmogonie qui sera le fondement du shintoïsme d'État et du concept d'« essence nationale » (*kokutai*) central au nationalisme et au fascisme japonais.

des sanctuaires shintoïques ». Cette dernière exerce une influence très importante par le truchement de son bras politique, la « Ligue politique shintoïste ».

Dans la mesure même où le shintoïsme a évolué à partir d'un animisme premier, les Japonais ne parviennent pas à le considérer véritablement comme une religion. Pourtant, il est fortement lié à l'éthos des Japonais puisque, selon certaines statistiques, 70 % d'entre eux visitent chaque année un sanctuaire le 1^{er} janvier. Par exemple, le culte au sanctuaire de Yasukuni, qui célèbre les âmes des soldats morts à la guerre, est l'héritier de rites pratiqués au VIII^e siècle déjà, dans le shintoïsme pratiqué en syncrétisme avec le bouddhisme.

Le christianisme

Le christianisme a été introduit au Japon en 1543 et c'est en 1749 que François-Xavier pose le pied dans l'archipel. En 1621, on compte déjà 750 000 fidèles grâce aux activités que déploient les Jésuites (charité, aide aux pauvres, etc.) et à la protection accordée par plusieurs *daimyô* dont Omura Sumitada fut le premier, en 1563, à recevoir le baptême. Pour ces seigneurs, il s'agissait de contrecarrer l'influence des congrégations bouddhiques mais, devenu gênant pour la restructuration du système féodal, le christianisme fut totalement interdit à la suite de la révolte des chrétiens à Shimabara (1737-1738). La mission du christianisme ne fut à nouveau autorisée qu'à partir de 1873.

Les nouvelles sectes (shin shûkyô)

Comme tous les cultes existants avaient été récupérés au sein de la structure de domination établie par le shogunat Tokugawa, il était en quelque sorte naturel que de nouvelles sectes fussent créées lors de l'ébranlement du régime, à l'orée du XIX^e siècle. Diverses nouvelles « religions », parmi lesquelles la Tenrikyô, sont ainsi apparues qui prônaient la réalisation des espérances dans ce monde terrestre¹¹. Dans la sphère du bouddhisme, c'est surtout

¹¹ La *Tenrikyô* (« religion de la sagesse divine ») a été fondée en 1838 par Nakayama Miki, une pieuse paysanne qui eut la révélation de la divinité (*kami*) originelle, Tenri O no Mikoto, et du devoir qui était le sien de délivrer l'espèce humaine de la souffrance et la société de ses maux. Cette « nouvelle religion » compte environ 16 000 églises dans le monde. Son sanctuaire se trouve dans la ville de Tenri, à proximité de Nara, où

à partir de l'école de Nichiren que s'est produite une dérive vers la formation de sectes nouvelles. Celles-ci ont pu se développer grâce à leur syncrétisme avec le shintoïsme, bien que celui-ci fût devenu culte d'État, et grâce à l'association de ce dernier à la mythologie japonaise. Des limites sont cependant vite apparues et les « nouvelles religions » ont donné naissance, à leur tour, à de nouvelles sectes. Celles issues du courant de Nichiren ont connu un large essor au cours de la haute croissance économique d'après guerre, du fait de leur attachement à la réalisation des espérances dans le monde présent : Reiyūkai, Sōka Gakkai (« société d'étude » ou « éducation à la création de valeurs »), Risshōkōkai (au mot à mot, « société pour l'établissement du bien et de la perfection personnelle par le compagnonnage »), Bussho gonenkai (« société pour la protection des lieux du Bouddha »), etc. Avec la fin de la croissance rapide, au début des années 1970, leur expansion a été freinée et une nouvelle génération, appelée « néo-nouvelles sectes » par les médias, est apparue, aux tendances plus mystiques, par exemple la croyance en l'immortalité de l'âme qui tend à séduire les jeunes.

La domination politique du PLD et les organisations religieuses

La plus importante rente de situation : les faveurs du régime fiscal

Ce qui décide largement la relation entre les milieux religieux et le Parti libéral-démocrate, ce sont les mesures en faveur des personnes religieuses qu'accorde le régime fiscal. C'est là une rente de situation qu'assure le PLD en récompense du soutien apporté par ces dernières. Les dispositions fiscales sont les suivantes : a) exemption de l'impôt sur les activités religieuses à but non lucratif, b) allègement de 10 % sur les profits dégagés par les activités lucratives, c) déduction systématique de 20 % sur les profits dégagés par des activités lucratives s'ils sont affectés à des activités religieuses, d) exemption de l'impôt sur les revenus financiers, intérêt et dividendes, e) exemption de l'impôt sur les immobilisations destinées principalement aux activités religieuses.

elle a édifié une université de 3 000 étudiants, avec en particulier d'importants départements de langues étrangères et de japonais langue étrangère, un musée, une bibliothèque avec près de 2 millions de titres, un hôpital, et elle dispose d'une station de radio.

On peut comprendre les dispositions a) et e), mais les autres sont fort critiquées dans la mesure où elles apparaissent comme ayant des motivations politiques. En tout état de cause, cela explique pourquoi le nombre des personnes religieuses avoisine les 183 000 car, une fois la reconnaissance comme personne religieuse accordée, aucune enquête précise n'est ensuite engagée par les pouvoirs publics, ce qui, à la limite, permet de faire n'importe quoi. Cette situation entrave par là le développement qualitatif des religions au Japon.

On peut, à ce propos, citer parmi les personnes religieuses les plus prospères, la Sôka Gakkai dont le revenu en 2004 était de 16 milliards de yens, soit environ 125 millions d'euros, et, avec 712 millions de yens (5,4 millions d'euros), Meiji jingu. La première a déjà été évoquée et le second est un sanctuaire shintoïque où est honoré l'empereur Meiji, l'arrière-grand-père du présent empereur.

Le déploiement de l'influence politique des organisations religieuses

Le déploiement de l'influence des organisations religieuses sur le processus de détermination de la politique prend plusieurs formes. Tout d'abord, en dehors de l'organisation du Parti libéral-démocrate, existe le Kômeitô, au mot à mot le « parti pour un gouvernement juste » (ou « équitable » ou encore « impartial ») créé, comme nous l'avons dit, par la Sôka Gakkai et qui est le partenaire du PLD au gouvernement. Dans le cadre de cette coalition, la Sôka Gakkai soutient des candidats du PLD dans les circonscriptions où le Kômeitô ne se présente pas, si bien qu'elle a joué un grand rôle dans la victoire du parti conservateur lors des élections de septembre 2005. La Sôka Gakkai est cependant connue pour son caractère exclusif et se trouve en concurrence durable avec d'autres nouvelles sectes issues de la branche Nichiren, telle la Risshô Koseikai et la Bussho gonenkai.

A l'intérieur de la structure du PLD, certaines sectes imposent leurs objectifs aux éléments des courants droitiers afin de créer des conditions favorables à la gestion de leurs intérêts matériels et à leurs dogmes, à travers les politiques éducatives et religieuses. Les grandes écoles du bouddhisme, qui disposent d'un prestige et de principes ancrés dans l'histoire, n'ont pas nécessairement besoin de développer des activités politiques. Par la présence de fidèles à l'intérieur du parti conservateur, elles parviennent à exercer une influence. Aussi s'orientent-elles vers la conservation des avantages acquis. Par contre, certaines grandes nouvelles sectes, en particulier de la mouvance shintoïste ou de l'école

Nichiren du bouddhisme, interviennent activement sur le plan politique, soit du fait de la relation établie entre leurs dogmes et le système impérial, soit du fait de la concurrence entre sectes.

Les politiques des fédérations religieuses

A l'exception de la Sôka Gakkai, de la Reiyûkai, de la Seichônô ié notamment, qui possèdent une capacité propre à exercer une influence politique, les sectes majeures adhèrent à ou forment leur fédération nationale. Les cinq organisations suivantes sont les plus importantes, qui englobent 90 % des personnes religieuses du pays.

- La fédération Kyôha Shintô créée en 1985 comme « société fraternelle » de diverses sectes de la mouvance shintoïste. Le terme *kyôha* souligne qu'il s'agit du shintoïsme en tant que religion. En effet, ayant en quelque sorte étatisé cette mouvance, le shintoïsme d'État d'avant la guerre dépassait la sphère du religieux.
- La fédération bouddhiste du Japon, créée en 1900.
- La confédération japonaise des Églises chrétiennes, fondée en 1946, qui regroupe toutes les confessions chrétiennes.
- L'association des sanctuaires shintoïques, fondée en 1946.
- La fédération des nouvelles organisations religieuses du Japon, établie en 1951.

Ces cinq organisations forment ensemble la Ligue japonaise des organisations religieuses dont les interventions politiques se limitent à des thèmes modérés, comme l'opposition aux armes nucléaires, la question de la mort cérébrale, les greffes d'organes, etc.¹². Cette ligue n'exprime pas son soutien au Parti libéral-démocrate. Parmi ces cinq fédérations, trois mènent des activités politiques spécifiques, alors que les deux autres laissent le libre choix aux organisations membres.

¹² En 1999 a été adoptée une loi relative à la transplantation d'organes à la suite de la mort cérébrale. L'Association médicale du Japon, qui réunit les médecins, la souhaitait depuis longtemps, alors que l'Association japonaise des organisations religieuses s'y opposait au motif que l'on ne saurait réduire la mort clinique à la mort cérébrale. De fait, selon les conceptions japonaises, la mort est tout à la fois cérébrale, cardiaque et pulmonaire. En vérité, la loi précitée évite de donner une définition de la mort clinique. Une autre loi autorise les médecins à préparer l'avis de décès après confirmation de l'arrêt cardiaque, sans préciser non plus la définition de la mort.

La fédération bouddhiste du Japon

Cette fédération englobe pratiquement toutes les principales écoles bouddhistes. Elle a suspendu un fois son soutien au PLD lorsque celui-ci a sauté le pas et s'est allié au Kōmeitō. Mais, lors des dernières élections législatives, elle a ouvertement soutenu des candidats droitiers de ce parti, parmi lesquels Koizumi Junichiro, l'actuel Premier ministre, Abe Shinzo, le présent secrétaire général du PLD et aussi de la ligue politique shintoïste, bien qu'ils fussent des partisans significatifs des visites au sanctuaire Yasukuni contre lesquelles la fédération bouddhiste ne cesse de s'élever. Cette contradiction semble indiquer que celle-ci privilégie ses intérêts financiers par rapport à ses préoccupations religieuses. La répartition des subventions est primordiale pour certains groupements dans la mesure où, par exemple, plusieurs d'entre eux gèrent des établissements universitaires, en tout 19 universités et 19 collèges universitaires de cycle court. Bien que ce ne soit qu'une petite partie des subventions que reçoivent les organisations religieuses, le soutien à l'enseignement privé religieux revêt une grande importance pour ces dernières. Parmi les branches constituant cette fédération, seules les branches Tendai et Shingon, à savoir le bouddhisme classique de Kyoto, soutiennent exclusivement le PLD, les autres apportent un appui aux parlementaires partageant leurs dogmes.

Quoi qu'il en soit, les grandes sectes bouddhistes disposent d'un nombre substantiel de fidèles parmi les parlementaires conservateurs et ces fidèles constituent des groupes à la Diète. Par exemple, Mori Yoshiro, le prédécesseur de Koizumi aux fonctions de Premier ministre, appartient au groupe des parlementaires sectateurs de la branche Ohtani de l'école Jōdo Shinshū, la plus puissante numériquement de toutes les organisations religieuses de l'archipel. L'actuel ministre de la Justice, qui y adhère également, a indiqué au moment de sa nomination qu'il refuserait, en dépit de la position du cabinet Koizumi sur la peine de mort, d'apposer sa signature sur les autorisations d'exécution capitale, parce que ses convictions religieuses le lui interdisaient (il faut reconnaître qu'il s'est rétracté par la suite).

La fédération japonaise des nouvelles organisations religieuses

Cette fédération a été créée à l'initiative de la Risshō Kōseikai pour faire pièce à la Sōka Gakkai. La Risshō Kōseikai, connue pour ses liens avec l'ancien Premier ministre Nakasone Yasuhiro, ne fait pas mystère de son action politique ni de son prosélytisme actif. C'est principalement à cause de la création d'un cabinet de

coalition PLD/Komeitô en 1999 et, secondairement, à cause des visites répétées du Premier ministre au sanctuaire Yasukuni, que la relation de cette secte avec le parti conservateur reste fluide. Ainsi, elle a refusé de reporter toutes ses voix sur les candidats de cette formation lors des dernières élections législatives, ce qui a conduit la direction du PLD à lancer officiellement une offensive de rapprochement avec elle, à la suite du scrutin.

L'association des sanctuaires shintoïques

C'est à elle que l'on doit porter l'attention la plus grande dès lors que l'on s'intéresse à la question des relations entre les organisations religieuses et le PLD. De fait, c'est elle qui constitue le noyau de l'extrême droite religieuse sur laquelle nous reviendrons plus tard. Bien qu'elle se présente comme une association, on peut la considérer comme une secte en soi, parmi les plus grandes, encore qu'il soit impossible de connaître le nombre de ses fidèles. Succédant aux organisations du shintoïsme d'État d'avant la guerre, elle regroupe près de 80 000 sanctuaires et son représentant actuel est cousin du présent empereur. En dépit de l'absence de dogmes systématisés, ce shintoïsme est familier pour les Japonais d'aujourd'hui, à travers les fêtes de quartier, le rite de la première prière du Nouvel an, etc.

La ligue politique shintoïste qu'a créée cette association regroupe plus de deux cents parlementaires, surtout du PLD. Elle est en mesure d'imposer ses revendications politiques au parti conservateur à travers les parlementaires qu'elle soutient. Ceux-ci sont généralement à la droite de la formation et membres surtout de ce que l'on appelle la « tribu (*zoku*) de l'éducation et de la culture », c'est-à-dire celle qui gère la politique en matière éducative, culturelle et religieuse. 157 candidats soutenus pas la direction de cette ligue ont été élus ou réélus lors des dernières législatives. Les conditions qui leur furent imposées pour obtenir ce soutien sont : a) opposition à l'extension aux femmes de la succession au trône impérial, b) opposition catégorique à la création d'une nouvelle institution pour honorer les soldats morts à la guerre, en remplacement du sanctuaire Yasukuni, c) rédaction d'une nouvelle constitution en mettant l'accent sur le statut de l'empereur et la garantie de la sécurité de l'archipel et en revenant sur la question de la séparation des Églises et de l'État, d) révision de la loi fondamentale relative à l'éducation pour inclure les concepts de respect du passé et des traditions, de patriotisme et d'éducation morale fondée sur des principes religieux, e) opposition à l'octroi de droits politiques aux étrangers, sur le plan local, ce qui concerne

en l'occurrence essentiellement les résidents coréens au Japon. Ces positions sont celles dont se réclament les courants droitiers du PLD et, comme nous le verrons, elles sont, sur certains points, en voie d'être satisfaites.

Les activités politiques des principales nouvelles sectes

Certaines grandes sectes nouvelles disposent d'une capacité autonome d'influence politique. Il s'agit essentiellement de nouvelles sectes issues de l'école Nichiren du bouddhisme qui ont récupéré dans leurs dogmes des éléments shintoïstes concernant l'empereur. Par exemple, la Reiyûkai, qui est connue pour ses liens avec Ishihara Shintaro, le gouverneur de Tokyo considéré souvent comme un Le Pen nippon, mais aussi la Bussho gonenkai, adversaire déclarée de la Sôka Gakkai, etc. En dehors du bouddhisme, MOA, une organisation issue du shintoïsme aujourd'hui divisée en trois, la secte Moon, et d'autres, font partie de ces organisations qui interviennent directement et en tant que telles sur le PLD ¹³.

Il est impossible aujourd'hui de classer de façon quantitative les adhérents ou quasi adhérents du PLD en fonction de leurs affiliations religieuses. En 1999, selon le quotidien *Mainichi* en date du 9 septembre de la même année, les croyants de la secte MOA et de la Bussho gonenkai représentaient un quart du million d'adhérents ou quasi adhérents du parti conservateur, respectivement 16 et 9 %. Ces croyants ne seraient pas nécessairement informés de leur appartenance au PLD. Par exemple, dans le cas de la Reiyûkai, le sénateur Kuse Kimitaka a expliqué en 2000 qu'un personnage important de cette secte avait payé 100 millions de yens au titre de l'adhésion au PLD de 33 333 fidèles. Selon cet ancien chef de la Commission gouvernementale pour la reconstruction financière, il lui a fallu recruter un nombre aussi grand de nouveaux adhérents pour que son nom soit inscrit en bonne place sur la liste des candidats conservateurs au scrutin à la proportionnelle pour la désignation de la Chambre des

¹³ La secte MOA a déjà été évoquée en note 3. Elle fut fondée en 1947 par Okada, issu de la secte Ômoto. Elle est connue pour le geste consistant à placer la main tel un abat-jour devant le front des fidèles afin de purifier leur âme. Le sigle est l'abréviation de Mokichi Okada Association. Le nom japonais est *Sekai Kyûsei-kyô* ou « congrégation pour le salut du monde ».

Conseillers (conférence de presse donnée le 30 juillet 2000, source : Commission gouvernementale pour la reconstruction financière).

L'extrême droite religieuse

Nous pouvons diviser grossièrement les mouvements d'extrême droite d'aujourd'hui en trois types : les activités de rue, en tenues paramilitaires, de l'extrême droite liée à la pègre organisée des *yakuza*, en recherche de fonds en provenance des entreprises ; un courant ayant une forme d'idéologie, comme par exemple la Daitōjūku ou « École du grand Orient » ; le courant religieux. Les deux premières sont tout à fait marginales sur le plan politique, faute d'emprise au niveau de l'État. Le courant à référence religieuse est beaucoup plus important car il est en mesure d'intervenir dans les décisions concernant la politique éducative et l'administration de l'enseignement public, grâce à sa stratégie à long terme, à son emprise sur le processus de détermination des décisions au sein du PLD, dans les domaines précités, et parce qu'il peut exploiter la naïveté des croyants de base, qui sont susceptibles d'être mobilisés et d'apporter des financements conséquents.

Le noyau de l'extrême droite religieuse est constitué par la Nippon Kaigi, la « Conférence du Japon ». Celle-ci s'appuie sur des sectes religieuses, par exemple l'association nationale des sanctuaires shintoïques est liée à une partie des milieux d'affaires, organise son groupe parlementaire au sein du PLD, si bien qu'elle est aujourd'hui à la pointe du front fondamentaliste japonais. Ses exigences politiques sont quasiment celles de la ligue politique shintoïste et il n'est donc pas nécessaire de pousser l'analyse plus loin. En tout état de cause, son but ultime est la révision de la constitution actuelle, ce qui n'est pas pour demain et ne correspondrait sans doute pas complètement à l'objectif visé. Sa campagne a cependant contribué à la législation sur l'appellation de l'ère¹⁴. De même, à chaque fois que cela a été débattu, elle a été

¹⁴ *Gengō* ou *nengō* (« nom d'ère »). Il est un fait que l'usage du nom d'ère remonte au VII^e siècle et avait une signification symbolique d'affirmation du pouvoir. Toutefois, il n'était pas attaché à la personne de l'empereur et pouvait changer en fonction des événements, d'une décision politique, voire du cycle calendaire de soixante ans. C'est sous Meiji qu'il fut décidé qu'à chaque règne correspondrait un nom d'ère (*issei ichigen*), si bien que le Japon est passé de l'ère Meiji (« règne éclairé » 1868-1912) à l'ère Taishō (« grande justice » 1912-1926), puis à la très longue ère Shōwa (« paix éclairée » 1926-1989) et enfin à l'ère Heisei (« atteindre la

en mesure d'empêcher l'adoption de projets de loi autorisant les femmes mariées à conserver leur nom de jeune fille ou accordant aux résidents permanents étrangers le droit de vote aux élections locales, ce qui, nous l'avons dit, concerne au premier chef les résidents coréens. Les visites régulières du Premier ministre Koizumi au sanctuaire Yasukuni font partie de ces acquis.

Pourtant, cette organisation ne se rassemble pas autour d'une idéologie fanatique, à une de ses composantes près, ni ne dispose d'une pensée nouvelle et construite avec quelque rigueur intellectuelle que ce soit. Il semble bien que son souci majeur soit de créer les conditions pouvant lui permettre de disposer à long terme d'une rente économique, au sens large. Mais pour dépasser ses limites idéologiques, force lui est de s'appuyer sur le fondamentalisme réactionnaire, ce qui risque bien de conduire à justifier les principes de gouvernance d'avant guerre. De plus, on peut craindre qu'il n'y ait pas aujourd'hui de contrepoids suffisant, ce qui demande de notre part un développement plus substantiel.

Les réformes du lendemain immédiat de la guerre ont privatisé tous les sanctuaires qu'avait englobés le shintoïsme d'État, dont l'empereur était la divinité vivante, ainsi que le sanctuaire de Yasukuni que géraient directement les ministères de l'Armée et de la Marine. Ces établissements ont de ce fait perdu leurs prérogatives et les prêtres, leur statut de fonctionnaires de l'État. Compte tenu des réalités politiques et en particulier du fait que l'empereur n'a pas été poursuivi par les Américains, il peut sembler légitime que les personnes ayant perdu le prestige dont elles jouissaient auparavant aient cherché à le rétablir, autant que faire se peut. A la fin des années 1960, cette tendance s'est renforcée et a revendiqué l'étatisation du sanctuaire Yasukuni. Le mouvement était animé par les cercles shintoïstes, par la fédération des familles de soldats morts à la guerre, organisation créée en 1953, et par la confédération des ligues d'anciens combattants¹⁵. Ces

paix ») depuis 1989. Cette règle fut abandonnée après la guerre car incompatible avec le monde moderne et emblématique du régime impérial. Une loi l'a rétablie cependant en 1979. Pendant son règne, l'empereur conserve son nom personnel (en fait il n'est pas nommé) et, à sa mort, il prend le nom de son ère. Hirohito n'est devenu l'empereur Shōwa qu'en 1989.

¹⁵ Il existe en fait deux organisations importantes des anciens combattants : la confédération des ligues de pensionnés de guerre (abréviation *Gun-on*), la confédération nationale des camarades de combat dont chaque élément correspond à une unité des forces armées. Il n'y a pas de rapports directs entre ces deux organisations et c'est la *Gun-on* qui revendiquait l'étatisation de Yasukuni.

deux dernières associations sont des groupes d'intérêts dont l'objectif premier est d'obtenir un niveau de pensions le meilleur possible, mais leurs membres représentaient, en 1999, respectivement 11 et 13 % des adhérents et quasi-adhérents du PLD, selon l'étude du quotidien *Mainichi* citée ci-dessus. Comme nous l'avons déjà indiqué, elles ont utilisé comme force d'agrégation idéologique les pratiques culturelles naïves autour du sanctuaire Yasukuni, lesquelles s'appuient sur le désir ambigu de calmer les âmes des soldats morts pour les empereurs successifs. On ne peut nier la prégnance de ce culte car il est issu d'une conviction religieuse très ancrée chez les Japonais ordinaires, conviction selon laquelle il convient de calmer les spectres de ceux qui sont morts dans des conditions tragiques, afin qu'ils puissent rejoindre l'au-delà.

Nippon Kaigi

Le projet d'étatisation du sanctuaire Yasukuni a échoué sans doute pour toujours, mais les animateurs de cette campagne ont réussi à faire passer une législation en faveur de l'appellation d'ère. Cela obtenu, la « conférence nationale pour obtenir une loi sur l'appellation d'ère » s'est restructurée en 1981 en « Conférence nationale pour la sauvegarde du Japon », autour de la fédération des familles de soldats morts à la guerre et de la confédération des ligues d'anciens combattants. Cette « conférence » fusionnera en 1997 avec l'« Association pour la protection du Japon », constituée de représentants de sectes shintoïstes et de groupements bouddhistes relevant des branches Nichiren et Zen, lesquels sectes et groupements avaient conservé une réelle capacité de mobilisation de leurs fidèles. Avec le vieillissement de leurs adhérents, la fédération des familles des soldats morts à la guerre et la confédération des ligues d'anciens combattants ont vu leur poids relatif diminuer à l'intérieur de la « Nippon Kaigi », au profit des sectes religieuses.

Au sein de cette « Nippon Kaigi »¹⁶, les organisations les plus actives, aux côtés de l'association des sanctuaires shintoïques, sont des nouvelles sectes bouddhistes issues de l'école de Nichiren, comme la Reiyūkai, la Bussho gonenkai et d'autres. On ne saurait pour autant négliger la Kokuchukai qui, bien que petite, a joué un

¹⁶ En japonais, Japon peut se prononcer de deux façons, *Nihon* et *Nippon*, la deuxième conservant une connotation nationaliste que l'on ne peut rendre en français.

rôle éminent dans le mouvement fasciste d'avant la guerre. Parmi les sectes issues du shintoïsme, il importe d'évoquer la *Seichō-no ié*, qui demande une législation instaurant l'empereur comme chef d'État, alors que selon la constitution il n'est que le symbole de la nation, et la secte Mahikari, des « nouvelles religions » la plus respectueuse de l'empereur¹⁷. Parmi les chrétiens, on trouve la Genshi Fukuin Kirisuto-no Makuya, au mot à mot « l'Évangile originel, tabernacle du Christ », congrégation sans église qui établit une liaison entre le judaïsme et la maison impériale en assimilant le contenu de la mythologie japonaise à l'Ancien Testament¹⁸. Enfin, la secte Moon joue un rôle, qui a des rapports avec certains parlementaires du PLD.

Le président de cette conférence est un ancien président de la Cour suprême connu pour son conservatisme. Un des vice-présidents est le *chairman* honoraire de la firme Fujitsu et le prêtre en chef adjoint du sanctuaire Meiji se trouve à la tête du conseil d'administration qui regroupe les organisations ci-dessus indiquées, ainsi que le gouverneur de Tokyo, Ishihara Shintaro, lié comme nous l'avons vu à la Reiyūkai. Cette association a formé en 1997 un groupe parmi les parlementaires du PLD, lequel compte environ deux cents membres, bien que 110 seulement aient été présents lors de l'assemblée générale à la fin de 2005, suppléants compris. En fait, il constitue un point d'appui des parlementaires de la droite du parti conservateur : Aso Taro, l'actuel ministre des Affaires étrangères, en a été le chef et le ministre de l'Économie et de l'Industrie, Nakagawa Shoichi, le chef suppléant.

¹⁷ La *Seichō-no ié* (« maison de la croissance ») a été fondée en 1930 par Taniguchi Masaharu, à partir également de la secte Ōmoto. Pour lui, le bouddhisme, le shintoïsme, le christianisme et les autres religions dignes de ce nom ne font qu'un. L'accent est placé sur la relation filiale entre le croyant et la divinité, principe de base du culte de l'empereur, relation par laquelle l'effort sur soi conduit à la « vérité de la vie » et à la libération des maux. La secte dispose de plus d'une centaine de centres à l'étranger.

¹⁸ Bien que chrétienne, la Genshi Fukuin Kirisuto-no Makuya garde comme credo « l'espérance dans le rassemblement de l'esprit japonais ». Elle a été fondée en 1948 par Teshima Ikuro (1910-1973) qui, selon les fidèles, aurait eu la révélation de la Pentecôte en 1950, au pied du mont Aso. Il est connu pour avoir organisé en 1967 un comité de secours à Israël, à la veille du déclenchement de la « guerre des Six-Jours ».

Les interventions politiques en matière d'éducation

Il convient de souligner l'activisme de cette conférence en matière de politique éducative. Cette question constitue pour elle un objectif stratégique à long terme, vraisemblablement parce que l'éducation est le meilleur domaine où elle puisse espérer étendre son influence. Même la presse étrangère a traité ces dernières années de la campagne à propos des manuels scolaires d'histoire japonaise. La partie la plus incriminée concerne la période fasciste. Cette campagne est animée par l'« association pour la rédaction de nouveaux manuels scolaires d'histoire », en collaboration avec une maison d'édition appartenant au groupe du quotidien *Sankei*, dont on dit qu'il entretient de bons rapports avec l'actuel président de la République française. En fait, il a été révélé que les cadres locaux de cette association sont très souvent aussi ceux de la *Nippon Kaigi* (source : le centre documentaire sur la responsabilité du Japon dans la guerre).

Le gouvernement a déposé en avril 2006 un projet de révision de la loi fondamentale sur l'éducation. Quand bien même elle ne pourra vraisemblablement pas être discutée lors de la présente session, pour des questions de calendrier parlementaire, elle devrait l'être à la session de l'automne prochain et cela représente d'ores et déjà une victoire pour la *Nippon Kaigi* et la ligue politique shintoïste. Outre l'accent placé sur les investissements publics en faveur des études liées à la recherche-développement des technologies de pointe ou sur la formation d'élites industrielles que demandent depuis longtemps les milieux d'affaires, le contenu de ce projet se caractérise par l'imposition en force du patriotisme, de l'éducation morale dont la puissance publique définirait pratiquement le contenu, toutes choses qui renforceront encore le contrôle de l'État sur l'éducation.

Le parti Kômei a rejeté la mise en article de la phrase « l'éducation en vue de cultiver les sentiments religieux », de peur que cet article ne se réfère à des religions précises, en l'occurrence le shintoïsme, si bien que la phrase a été remplacée par « une attitude généreuse à l'égard des religions, une culture générale des religions et le statut des religions dans la vie sociale doivent être respectés par l'éducation ». Dans l'ensemble, une partie des exigences de l'organisation étroitement liée à la *Nippon Kaigi* qui se concentre sur les questions d'éducation sera ainsi satisfaite. Cette législation une fois adoptée, les sectes adhérant à la *Nippon Kaigi* pensent être en mesure d'entraîner l'école à réapprécier le shintoïsme comme une des traditions culturelles du pays. Elles tenteront d'en tirer bénéfice dans leurs missions et pour le

renforcement de leurs capacités d'agrégation idéologique, ce qui ne se sépare pas de leurs intérêts économiques.

Conclusion

Les raisons pour lesquelles le mouvement fondamentaliste au Japon a été activé à partir du milieu des années 1970 sont complexes, mais, quelles que soient ces raisons, on est entré dans une nouvelle phase, au fur et à mesure que le shintoïsme orthodoxe et de nouvelles sectes à contenu shintoïste se sont politisés. Ce sont en effet là les forces motrices du fondamentalisme japonais, comme le montre le projet de révision de la loi fondamentale relative à l'éducation. Leur comportement constitue un des éléments de la droitisation accentuée du PLD et on peut s'attendre à ce que ces forces jouent un rôle éminent dans la campagne pour la révision constitutionnelle (particulièrement à propos du statut de l'empereur et des forces armées) qui devrait être proposée dans un avenir proche, si du moins le présent rapport des forces politiques n'est pas modifié.

Pourtant, le shintoïsme orthodoxe ne peut s'appuyer fondamentalement que sur la nostalgie ou sur l'ethos assez vague des Japonais. Par ailleurs, la conscience religieuse des nouvelles sectes engagées dans cette « conférence » reste tout à fait singulière par rapport à celle des citoyens ordinaires. Tout cela laisse penser que des limites existent à l'expansion du mouvement fondamentaliste. Il convient toutefois de rester vigilant face à la convergence possible de ce fondamentalisme et des demandes patronales ou syndicales en faveur d'une augmentation des investissements en matière d'armements, bien que le pays dispose désormais de la deuxième marine du monde par le nombre de ses bâtiments. Certains anciens dirigeants droitiers du mouvement syndical, tel Usami Tadanobu, actuel conseiller de la confédération Rengô, siègent déjà au conseil d'administration de la « conférence », aux côtés d'hommes d'affaires, parmi lesquels, comme cela a été indiqué précédemment, on trouve Yamamoto Takuma, *chairman* honoraire de Fujitsu, une des firmes importantes de l'industrie militaire.

RELIGIONS ET POLITIQUE AU JAPON

ÔTOMO RYÛ *

Bien qu'il soit difficile de cerner les convictions religieuses du peuple japonais et que la constitution d'après-guerre établisse la séparation des églises et de l'État, on ne saurait négliger le fait religieux ni la question du rôle politique des organisations religieuses. D'abord parce qu'il existe un parti religieux, le Kōmeitō, qui se réclame d'une des « nouvelles sectes » issues de l'une des écoles du bouddhisme, mais ensuite et surtout parce que des relations organiques ont été établies entre un certain nombre d'organisations religieuses et le Parti libéral-démocrate, au pouvoir quasiment sans interruption depuis sa fondation en 1955. Ces relations relèvent du clientélisme le plus pur : privilèges fiscaux et subventions d'un côté, soutien électoral de l'autre. Elles ont également un contenu idéologique et programmatique, si bien que l'on est en droit de parler d'un fondamentalisme japonais, quand bien même toutes les confessions ne sont pas impliquées, loin de là. Son audience reste limitée mais il constitue une des forces motrices des courants les plus à droite du pays. Il est favorable à la révision de la constitution et au renforcement des capacités militaires. Il apporte un appui déterminé à la modification de la loi fondamentale sur l'éducation qui est l'un des sujets brûlants de la vie politique.

Le bouddhisme et le shintoïsme constituent les éléments majeurs de la culture religieuse du Japon. Le christianisme s'y ajoute de façon accessoire. Celui-ci n'a survécu que difficilement, dans une marge clandestine de la société, à la suite des persécutions durables dont il fut l'objet au cours du processus de restructuration du féodalisme, au XVII^e siècle, pour ne retrouver la liberté de sa mission qu'au milieu du XIX^e siècle. Vu dans la longue durée de leur développement après l'établissement du système féodal, les religions japonaises n'ont pas pris appui sur la conscience et la morale des individus, mais

* POLITOLOGUE, JOURNALISTE, ryeu@myad.jp

sur les autorités profanes. Elles ont été intégrées aux instances et aux procédures de la gouvernance politique, perdant ainsi leur spontanéité. A partir du XIX^e siècle, la conflictualité interne que cela entretenait sur le plan des dogmes a donné naissance à de « nouvelles religions » ou à de nouvelles « sectes », mais celles-ci ont connu le même phénomène que les religions établies. C'est une des raisons pour lesquelles les religions du Japon n'ont pas construit de pensée anti-guerre pendant la période fasciste¹.

La situation perdure aujourd'hui, qui voit les activités religieuses en relation subordonnée au pouvoir politique dont elles reçoivent une protection économique. Cette situation a déterminé durablement la relation fondamentale existant entre les milieux religieux et le Parti libéral-démocrate (PLD). Il va de soi que cela a provoqué des insatisfactions et des mécontentements dont on retrouve un reflet dans les attentats perpétrés en 1995 par la secte Aum, qui avait séduit un certain nombre de jeunes.

Le concept de clientélisme permet d'englober les spécificités de la relation entre les grandes organisations religieuses et le PLD, mais ce clientélisme a eu pour résultat de contribuer, pour une part, aux tendances nationalistes et fondamentalistes qui se manifestent dans le pays. Les activités des extrêmes droites religieuses influencent clairement et activent les décisions

¹ Le terme « secte » est utilisé communément au Japon pour désigner une organisation religieuse, encore que certaines des « nouvelles sectes » (la secte Aum par exemple) participent du phénomène sectaire tel qu'on l'entend en France. Ici, le terme désignera une organisation religieuse dérivée d'une religion établie. Au Japon en effet, le bouddhisme est un terme générique recouvrant, en 2003, 157 écoles ou courants dont 28 majeurs. Les autres sont apparus au XIX^e ou au XX^e siècle comme « nouvelles sectes ». La Sôkka Gakkai se comporte comme l'une d'entre celles-ci, bien qu'elle rassemble un groupe de croyants de Nichiren shôshû, un des 39 rameaux de l'école du bouddhisme fondée par Nichiren. Aujourd'hui, le siège central de Nichiren shôshû a rompu tout rapport avec la Sôka Gakkai. Le shintoïsme aussi n'est qu'un terme générique de cultes populaires indigènes qui célébraient les ancêtres claniques – pour la famille impériale, c'est la grande déesse Amaterasu (« qui brille dans le ciel ») célébrée au sanctuaire d'Ise –, les divinités protectrices des communautés paysannes, des villages de pêcheurs, etc. Il y avait donc une multitude de shintoïsmes avant 1906, date à laquelle le gouvernement a lancé le principe d'un seul sanctuaire shintoïque par commune et, depuis, la plupart des sanctuaires shintoïques ont été intégrés au sein du culte d'Ise, qu'on appelle « shintoïsme d'État ».

politiques du PLD. On peut voir en elles la force motrice du glissement plus marqué encore à droite de la formation conservatrice.

La domination politique de longue durée du PLD et sa structure

Le Parti libéral-démocrate a été créé en 1955 comme le rassemblement de différentes organisations conservatrices qui représentaient l'extrême droite d'avant la guerre, la droite libérale, la nouvelle couche de hauts fonctionnaires, etc., après le processus de formation et de dissolution des organisations politiques qui a suivi immédiatement la défaite de 1945.

Un demi-siècle s'est écoulé depuis et le PLD est resté constamment au pouvoir, à l'exception de la période allant d'août 1993 à juin 1994, où il se retrouva dans l'opposition à la suite de la scission qu'il venait de subir. Cette longévité est d'autant plus remarquable que le parti a connu depuis les années 1970 un effritement durable de ses positions. De ce fait, il n'est plus en mesure de former à lui seul le gouvernement. Après la parenthèse de onze mois qui vient d'être évoquée, il a accepté de participer, jusqu'en janvier 1996, à un gouvernement de coalition dont le chef était issu du Parti social-démocrate. Depuis cette dernière date, il détient à nouveau le poste de Premier ministre, mais en coalition avec le Parti libéral (absorbé par le Parti démocrate en 2003) à partir de janvier 1999, puis avec le parti bouddhiste Kômei dès octobre de la même année (parti créé par la Sôkka Gakkai en 1964, avec pour devise initiale l'« unification de l'Église et de l'État », qui fut abandonnée par la suite). C'est cette coalition qui prévaut actuellement, le PLD ne détenant en effet que 46,3 % des sièges à la Chambre des Conseillers, le sénat japonais.

Le PLD n'est pas un parti homogène dans son organisation. C'est plutôt un rassemblement de différents courants ou « factions » (au nombre de huit présentement), ayant pour objectif primordial de s'assurer le pouvoir et de le conserver. Pendant longtemps, la force d'agrégation de chacune des factions tenait à l'obtention et à la redistribution de fonds politiques. Mais, afin de perpétuer son hégémonie, le parti conservateur a introduit en 1995 un système de financement public des formations politiques (en 2006, le PLD doit recevoir à ce titre 16,8 milliards de yens, soit environ 229 millions euros), qui a renforcé considérablement la direction du parti puisque c'est elle qui redistribue les fonds, en lieu et place des chefs de faction comme c'était le cas auparavant. Néanmoins, le caractère du PLD comme rassemblement de factions autonomes demeure valide.

Plus important sans doute est le fait que l'organisation du PLD se définit comme la somme des clientèles de chaque élu à tous les niveaux de la représentation populaire. Au niveau de ses parlementaires, les comités de soutien (*kôenkai*) sont formés surtout de personnes liées aux industries, aux coopératives agricoles, aux professions libérales, aux congrégations religieuses, etc., lesquelles se combinent aux branches locales d'organisations nationales – des branches industrielles, des professions libérales et indépendantes, des congrégations religieuses, etc. –, voire à de grandes entreprises, pour former la base électorale (*jiban*) de l'élu². Les composantes de ces bases électorales offrent les fonds politiques, collaborent aux campagnes électorales et reçoivent en compensation différentes « rentes » : interventions personnelles, contrôle d'un marché par le truchement de la décision politique, invitation à des offres de travaux publics, obtention de subventions, mesures fiscales avantageuses et différentes autres faveurs, bref autant de moyens pour extraire du surprofit.

Il s'agit là d'un clientélisme typique et les congrégations religieuses en constituent un des éléments les plus importants. Il semble bien que Koizumi Junichiro ait été très sensible à cette donnée structurelle, à cause vraisemblablement de sa faiblesse à l'intérieur du Parti libéral-démocrate, du moins durant la phase initiale de son administration. Par exemple, dans son cabinet remanié à la veille des dernières élections législatives, non seulement 11 des 13 ministres étaient membres de l'organisation des parlementaires (dont Koizumi en personne était le vice-président) liée à la Jinja Honcho – l'Association des sanctuaires shintoïques –, mais aussi une sénatrice, que soutiennent les nouvelles sectes Reiyūkai et Mahikari, détenait le portefeuille de la Commission nationale pour la sûreté de l'État, qui a la responsabilité de la police, et un sénateur, qu'appuie la nouvelle secte Bussho gonen-kai, a été nommé ministre de la Santé publique et du Travail³.

³ La Reiyūkai a été fondée en 1923 et s'inscrit dans la tradition bouddhique (son nom fait référence au rituel en souvenir des défunts), alors que Sukyo-Mahikari, considérée comme secte au sens français, ainsi d'ailleurs que la Sôkka Gakkai, est une néo « nouvelle religion », apparue dans les années 1970 et faisant appel aux croyances magiques. Elle est issue de la scission d'une congrégation fondée au Japon en 1959 par Okada Kôtama, connu pour ses propos antisémites. Ancien officier de grade impérial, celui-ci était missionnaire de la « nouvelle secte » MOA, fondée elle-même par un ancien cadre de la secte Ômoto, nouveau shintoïsme

La population religieuse du Japon

Fin 2003, il existait au Japon 182 985 personnes morales religieuses, mais il est impossible de mesurer de façon précise la population religieuse du pays⁴. Selon les statistiques du gouvernement, à la fin de 2004, on estimait à 214 millions le nombre de croyants au Japon, soit nettement plus que la population totale de l'archipel, qui était alors de 127 millions d'habitants. Cela tient à l'ambiguïté de la conscience religieuse chez les Japonais. Il n'est en effet pas étonnant pour un chrétien de participer à des rites shintoïstes dans son quartier. L'actuel ministre des Affaires étrangères, Aso Taro, est un des hommes politiques soutenant activement la visite au sanctuaire Yasukuni, bien qu'il se déclare chrétien. On dit souvent qu'un Japonais est présenté au sanctuaire shintoïque par ses parents durant sa petite enfance, qu'il affectionnera de se marier à l'église et qu'il deviendra bouddhiste avec le grand âge. Ses obsèques seront donc organisées à la manière bouddhique et il sera enterré dans le cimetière du temple bouddhique de sa famille, aux côtés de ses ancêtres.

Nos calculs ont été établis sur la base statistique des « Résultats de l'enquête sur la conscience religieuse » (Japanese General Social Surveys), qu'organise un collectif d'universités, en fait deux enquêtes, effectuées en 2000 et 2001, dont les données ont été ajoutées de manière à couvrir un échantillon de 4 500 personnes⁵. Elles donnent ceci :

Bouddhisme

sans affiliation sectaire connue :	25 millions
école Jōdo Shinshū :	20,8 millions
école Zen :	9 millions
école de Nichiren :	5,2 millions
école Jōdo :	5,1 millions

apparu au XIX^e siècle. On s'en rend compte, les généalogies sont complexes et, de fait, à la mort de son fondateur en 1974, cette secte s'est divisée et la fille adoptive du fondateur, Okada Keiju, a créé la Sukyo-Mahikari.

⁴ Source : *Shūkyō nenkan*, « Annuaire des religions », publié par l'Agence de la culture dépendant du ministère de l'Éducation, de la recherche, de la culture et des sports, l'instance qui, au Japon, couvre la sphère des organisations religieuses. Cet annuaire liste celles qui sont approuvées par ladite Agence.

⁵ Par Kimura Masafumi, université de commerce de Nagoya.

Shintoïsme	2,2 millions
Les « nouvelles religions »	
Sōka Gakkai :	5 millions (groupe de croyants bouddhistes)
Risshōkōseikai :	0,5 million (bouddhiste)
Tenri-kyō	1,3 million (shintoïste)
Shinnyo-en :	0,4 million (bouddhiste)
Mahikari :	0,4 million (shintoïste)
Bussho gonenkai :	0,1 million (bouddhiste)
Seichō-no ié :	0,3 million (shintoïste)
MOA :	0,2 million (shintoïste)
Reiyūkai :	0,2 million (bouddhiste)
Christianisme :	2,9 millions (en majorité catholiques)

Ces chiffres peuvent paraître très modestes pour ce qui concerne les « nouvelles religions », dans la mesure même où celles-ci tendent, à des fins de propagande, à exagérer le nombre de leurs fidèles. Le faible chiffre des shintoïstes tient, quant à lui, au fait que les Japonais ordinaires ne perçoivent pas le shintoïsme comme une religion et donc ne se déclarent pas comme croyants shintoïstes.

Religions, écoles et sectes religieuses

Le shintoïsme a son origine lointaine dans les croyances et pratiques populaires de l'Antiquité et il faudra attendre le VIII^e siècle pour qu'il puisse avoir une structure religieuse comme culte en relation syncrétique avec le bouddhisme. C'est donc celui-ci que nous évoquerons en premier.

Le bouddhisme au Japon

Le bouddhisme des périodes de Nara et de Heian (ou Kyoto)

On estime que le bouddhisme est arrivé au Japon au cours du VI^e siècle, sous la dynastie chinoise des T'ang. Il a immédiatement formé des congrégations dont certaines existent encore, qui sont classées comme les « six sectes de Nara », mais leur influence sociale est aujourd'hui négligeable ⁶.

⁶ Les sectes Sanron, Jōjitsu, Hossō, Kusha, Kegon et Ritsu. 256 temples seulement sont aujourd'hui affiliés à l'une ou l'autre d'entre elles.

A partir du IX^e siècle, le bouddhisme, qui était jusqu'alors circonscrit à l'aristocratie, s'enracine dans le peuple et les deux branches représentatives de l'époque – Heian-Tendai et Shingon – sont restées très influentes. Elles conservent cependant un caractère archaïque et manque de dynamisme religieux. Elles demeurent ainsi indifférentes aux questions politiques, sauf plusieurs branches dérivées de l'école Shingon. C'est durant la même période qu'est née la secte ascétique Shugendô qui existe toujours, mais avec une influence limitée⁷.

Le bouddhisme de la période de Kamakura

Un réforme religieuse s'est produite aux XI^e et XII^e siècles, à l'époque du passage de la société antique à la société féodale. Dans un contexte d'attente de la fin du monde, des sectes nouvelles se sont enracinées dans les couches les plus humbles de la société, paysannerie et pêcheurs. Les sectes du courant Jôdo soulignaient que l'au-delà était présent dans le cœur de chaque individu, sans distinction sociale, ce qui a pu conduire des paysans convertis à s'insurger⁸. Les sectes du courant zen mettaient, de leur côté,

⁷ Les écoles Tendai et Shingon ont longtemps été rivales. La première est issue de la secte chinoise Tiantai et a été fondée en 1086 par Saichô, avec son temple principal sur le mont Hiei, à proximité de Kyoto. Elle fut relancée par Ennin et donna naissance au mouvement de la « Terre pure » (*Jôdo*) dont sont issus plusieurs autres courants du bouddhisme japonais. L'école Shingon est antérieure, puisqu'elle a été fondée au IX^e siècle par Kûkai, avec son centre principal sur le mont Kôya, dans la préfecture actuelle de Wakayama. C'est un courant ésotérique du bouddhisme, le plus proche du tantrisme tibétain. L'école Tendai compte actuellement 4 448 temples et 19 236 prêtres, alors que le Shingon, qui comporte 46 branches, comptait 12 405 temples en 2003. Le Shugendô est d'origine érémitique : le fidèle doit « entrer dans la montagne » (*nyûbu*), c'est-à-dire gravir une des montagnes sacrées à chacune des quatre saisons, afin d'effectuer le passage de l'état profane à l'état sacré, et se livrer à des exercices d'ascèse pouvant le conduire à l'état de bouddha.

⁸ Le bouddhisme de la « Terre pure » renonce à la vie monastique comme voie de salut. La foi et la récitation de l'acte de foi peuvent permettre à tout mortel d'atteindre le « paradis de l'ouest » ou « Terre pure » du bouddha Amida, ce qui induit une vision eschatologique de l'existence. Les deux fondateurs de ce courant, Hônen (1133-1212) et Shinran (1173-1263), qui le développa en *Jôdo shinshû* (« Véritable essence de la

l'accent sur l'intériorisation de la foi et imposaient des préceptes stricts. Enfin, le courant du moine Nichiren s'est orienté vers une indépendance totale vis-à-vis du pouvoir politique et se caractérisait par la vision du Japon comme pays créé et protégé par les dieux. Ce courant s'est fortement enraciné au sein de la paysannerie.

Au cours du « Moyen Age » japonais, du XII^e au XVI^e siècles, le bouddhisme en est venu à recouvrir tous les aspects de la culture et de la vie sociale. Les empereurs n'y faisaient pas exception qui furent exclusivement bouddhistes jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Les branches ci-dessus indiquées constituent ce que l'on appelle le « courant majeur » (*kisei shukyô*) du bouddhisme d'aujourd'hui.

Le bouddhisme de l'époque d'Edo

En parallèle avec la stabilisation politique obtenue au XVII^e siècle par le shogunat Tokugawa, les divers courants du bouddhisme, à l'exception des cultes cachés, ont été récupérés par le pouvoir politique, qui est parvenu à intégrer les multiples congrégations à son appareil de domination et de contrôle. Le bouddhisme a ainsi perdu toute autorité idéologique⁹.

Le shintoïsme

Avant le XVIII^e siècle, le shintoïsme existait en syncrétisme avec le bouddhisme mais, au cours du XVIII^e siècle, le développement des « études nationales » (*kokugaku*) l'ont conduit à se doter d'une

Terre pure », eurent maille à partir avec le pouvoir de l'époque. Le moine Nichiren (1222-1282), quant à lui, était à la recherche d'une voie rigoureuse, ce qui l'a conduit à s'opposer violemment aux écoles établies et à critiquer le pouvoir. Il sera exilé dans l'île de Sado entre 1271 et 1274.

⁹ En fait, la restructuration du féodalisme (fin XV^e-début XVII^e siècle) est passé par la domestication des religions établies, quand ce ne sera pas leur interdiction, comme ce sera le cas pour le christianisme. Rennyo (1415-1499), le 8^e *hossu* ou chef-abbé du Honganji de Kyoto, avait fait de ce temple le centre du rameau *Jôdo shinshû*. Les affrontements avec la branche Tendai le contraignirent à se replier sur la région du Hokuriku (préfectures actuelles de Fukui, Toyama, Ishikawa, Niigata). Ses fidèles s'insurgèrent à partir de 1474 et formèrent une zone autonome avec pour centre le temple Oyama Midô de Kanazawa. Le seigneur de guerre, Oda Nobunaga (1534-1582), le premier des trois réunificateurs du pays, après des affrontements séculaires, imposa sa main de fer en détruisant le grand temple de la secte Tendai sur le mont Hiei et en écrasant dans le sang la rébellion du Hokuriku en 1580.

idéologie spécifique et à créer des théories dont certaines ont formé le terreau de la pensée fasciste japonaise¹⁰. Le régime établi en 1868, sur le démembrement du shogunat Tokugawa, a placé le shintoïsme développé au cours du XVIII^e siècle comme principe directeur de l'organisation de l'État et a mené campagne contre le bouddhisme et le confucianisme. En parallèle avec l'établissement du système parlementaire, il a fondé un shintoïsme d'État et transformé les sanctuaires shintoïques en lieux de respect obligatoire de la nation. Le concept de la divinité de la personne impériale a été un élément central du shintoïsme d'État. Les différentes nouvelles sectes shintoïstes ont été regroupées dans une catégorie auxiliaire.

Après la Seconde Guerre mondiale, le shintoïsme d'État a été démembré à son tour et Hirohito, l'empereur régnant, a été forcé de reconnaître sa nature humaine le 1^{er} janvier 1946. Mais l'année suivant ce démembrement, près de 80 000 sanctuaires shintoïques, qui relevaient du shintoïsme d'État, ont formé une « Association

¹⁰ A l'époque d'Edo existaient au Japon trois sphères culturelles distinctes mais non fermées, la culture paysanne, imprégnée d'un bouddhisme syncrétique où les écoles de la « Terre pure » étaient prédominantes, la culture des quartiers plébéiens (*shitamachi*) des villes, traversée de courants divers, au sein de laquelle naissait une modernité endogène, et la culture officielle du régime Tokugawa, fondée sur les « études chinoises », avec pour idéologie un néo-confucianisme « militarisé » par son association avec le *bushidō*, la « voie du guerrier » – pureté des intentions, fidélité absolue au suzerain, culte du sacrifice désintéressé –, qui jouait une fonction compensatrice à la domestication des samourais. Le mouvement des « études nationales » (*kokugaku*), soutenu par des éléments du shogunat Tokugawa, commence par l'étude philologique et littéraire des œuvres les plus anciennes, en particulier le recueil de poèmes *Manyōshū* et le « roman » *Genji monogatari* (le « dit de Genji ») dans lesquelles on pense découvrir l'authenticité de la sensibilité nippone, avant qu'elle n'ait été recouverte par l'influence chinoise. Ainsi, Motoori Norinaga (1730-1801) élabore le concept central de *mono aware*, la « prégnance des choses », à l'oeuvre dans les différentes formes littéraires. Travaillant sur le « *Kojiki* », chronique historique datée de 712, ce même érudit estime avoir trouvé la « voie des Anciens » (*Kodō*), moins moralisante que la pensée chinoise et plus sincère. Hirata Atsutane (1776-1843) assimilera cette voie au shintoïsme – la « voie des Anciens » conduit à la « voie des dieux », qui est le sens du mot *shintō* – dont il construit une cosmogonie qui sera le fondement du shintoïsme d'État et du concept d'« essence nationale » (*kokutai*) central au nationalisme et au fascisme japonais.

des sanctuaires shintoïques ». Cette dernière exerce une influence très importante par le truchement de son bras politique, la « Ligue politique shintoïste ».

Dans la mesure même où le shintoïsme a évolué à partir d'un animisme premier, les Japonais ne parviennent pas à le considérer véritablement comme une religion. Pourtant, il est fortement lié à l'éthos des Japonais puisque, selon certaines statistiques, 70 % d'entre eux visitent chaque année un sanctuaire le 1^{er} janvier. Par exemple, le culte au sanctuaire de Yasukuni, qui célèbre les âmes des soldats morts à la guerre, est l'héritier de rites pratiqués au VIII^e siècle déjà, dans le shintoïsme pratiqué en synchrétisme avec le bouddhisme.

Le christianisme

Le christianisme a été introduit au Japon en 1543 et c'est en 1749 que François-Xavier pose le pied dans l'archipel. En 1621, on compte déjà 750 000 fidèles grâce aux activités que déploient les Jésuites (charité, aide aux pauvres, etc.) et à la protection accordée par plusieurs *daimyô* dont Omura Sumitada fut le premier, en 1563, à recevoir le baptême. Pour ces seigneurs, il s'agissait de contrecarrer l'influence des congrégations bouddhiques mais, devenu gênant pour la restructuration du système féodal, le christianisme fut totalement interdit à la suite de la révolte des chrétiens à Shimabara (1737-1738). La mission du christianisme ne fut à nouveau autorisée qu'à partir de 1873.

Les nouvelles sectes (shin shûkyô)

Comme tous les cultes existants avaient été récupérés au sein de la structure de domination établie par le shogunat Tokugawa, il était en quelque sorte naturel que de nouvelles sectes fussent créées lors de l'ébranlement du régime, à l'orée du XIX^e siècle. Diverses nouvelles « religions », parmi lesquelles la Tenrikyô, sont ainsi apparues qui prônaient la réalisation des espérances dans ce monde terrestre¹¹. Dans la sphère du bouddhisme, c'est surtout

¹¹ La *Tenrikyô* (« religion de la sagesse divine ») a été fondée en 1838 par Nakayama Miki, une pieuse paysanne qui eut la révélation de la divinité (*kami*) originelle, Tenri O no Mikoto, et du devoir qui était le sien de délivrer l'espèce humaine de la souffrance et la société de ses maux. Cette « nouvelle religion » compte environ 16 000 églises dans le monde. Son sanctuaire se trouve dans la ville de Tenri, à proximité de Nara, où

à partir de l'école de Nichiren que s'est produite une dérive vers la formation de sectes nouvelles. Celles-ci ont pu se développer grâce à leur syncrétisme avec le shintoïsme, bien que celui-ci fût devenu culte d'État, et grâce à l'association de ce dernier à la mythologie japonaise. Des limites sont cependant vite apparues et les « nouvelles religions » ont donné naissance, à leur tour, à de nouvelles sectes. Celles issues du courant de Nichiren ont connu un large essor au cours de la haute croissance économique d'après guerre, du fait de leur attachement à la réalisation des espérances dans le monde présent : Reiyūkai, Sōka Gakkai (« société d'étude » ou « éducation à la création de valeurs »), Risshōkōkai (au mot à mot, « société pour l'établissement du bien et de la perfection personnelle par le compagnonnage »), Bussho gonenkai (« société pour la protection des lieux du Bouddha »), etc. Avec la fin de la croissance rapide, au début des années 1970, leur expansion a été freinée et une nouvelle génération, appelée « néo-nouvelles sectes » par les médias, est apparue, aux tendances plus mystiques, par exemple la croyance en l'immortalité de l'âme qui tend à séduire les jeunes.

La domination politique du PLD et les organisations religieuses

La plus importante rente de situation : les faveurs du régime fiscal

Ce qui décide largement la relation entre les milieux religieux et le Parti libéral-démocrate, ce sont les mesures en faveur des personnes religieuses qu'accorde le régime fiscal. C'est là une rente de situation qu'assure le PLD en récompense du soutien apporté par ces dernières. Les dispositions fiscales sont les suivantes : a) exemption de l'impôt sur les activités religieuses à but non lucratif, b) allègement de 10 % sur les profits dégagés par les activités lucratives, c) déduction systématique de 20 % sur les profits dégagés par des activités lucratives s'ils sont affectés à des activités religieuses, d) exemption de l'impôt sur les revenus financiers, intérêt et dividendes, e) exemption de l'impôt sur les immobilisations destinées principalement aux activités religieuses.

elle a édifié une université de 3 000 étudiants, avec en particulier d'importants départements de langues étrangères et de japonais langue étrangère, un musée, une bibliothèque avec près de 2 millions de titres, un hôpital, et elle dispose d'une station de radio.

On peut comprendre les dispositions a) et e), mais les autres sont fort critiquées dans la mesure où elles apparaissent comme ayant des motivations politiques. En tout état de cause, cela explique pourquoi le nombre des personnes religieuses avoisine les 183 000 car, une fois la reconnaissance comme personne religieuse accordée, aucune enquête précise n'est ensuite engagée par les pouvoirs publics, ce qui, à la limite, permet de faire n'importe quoi. Cette situation entrave par là le développement qualitatif des religions au Japon.

On peut, à ce propos, citer parmi les personnes religieuses les plus prospères, la Sôka Gakkai dont le revenu en 2004 était de 16 milliards de yens, soit environ 125 millions d'euros, et, avec 712 millions de yens (5,4 millions d'euros), Meiji jingu. La première a déjà été évoquée et le second est un sanctuaire shintoïque où est honoré l'empereur Meiji, l'arrière-grand-père du présent empereur.

Le déploiement de l'influence politique des organisations religieuses

Le déploiement de l'influence des organisations religieuses sur le processus de détermination de la politique prend plusieurs formes. Tout d'abord, en dehors de l'organisation du Parti libéral-démocrate, existe le Kômeitô, au mot à mot le « parti pour un gouvernement juste » (ou « équitable » ou encore « impartial ») créé, comme nous l'avons dit, par la Sôka Gakkai et qui est le partenaire du PLD au gouvernement. Dans le cadre de cette coalition, la Sôka Gakkai soutient des candidats du PLD dans les circonscriptions où le Kômeitô ne se présente pas, si bien qu'elle a joué un grand rôle dans la victoire du parti conservateur lors des élections de septembre 2005. La Sôka Gakkai est cependant connue pour son caractère exclusif et se trouve en concurrence durable avec d'autres nouvelles sectes issues de la branche Nichiren, telle la Risshô Koseikai et la Bussho gonenkai.

A l'intérieur de la structure du PLD, certaines sectes imposent leurs objectifs aux éléments des courants droitiers afin de créer des conditions favorables à la gestion de leurs intérêts matériels et à leurs dogmes, à travers les politiques éducatives et religieuses. Les grandes écoles du bouddhisme, qui disposent d'un prestige et de principes ancrés dans l'histoire, n'ont pas nécessairement besoin de développer des activités politiques. Par la présence de fidèles à l'intérieur du parti conservateur, elles parviennent à exercer une influence. Aussi s'orientent-elles vers la conservation des avantages acquis. Par contre, certaines grandes nouvelles sectes, en particulier de la mouvance shintoïste ou de l'école

Nichiren du bouddhisme, interviennent activement sur le plan politique, soit du fait de la relation établie entre leurs dogmes et le système impérial, soit du fait de la concurrence entre sectes.

Les politiques des fédérations religieuses

A l'exception de la Sôka Gakkai, de la Reiyûkai, de la Seichônô ié notamment, qui possèdent une capacité propre à exercer une influence politique, les sectes majeures adhèrent à ou forment leur fédération nationale. Les cinq organisations suivantes sont les plus importantes, qui englobent 90 % des personnes religieuses du pays.

- La fédération Kyôha Shintô créée en 1985 comme « société fraternelle » de diverses sectes de la mouvance shintoïste. Le terme *kyôha* souligne qu'il s'agit du shintoïsme en tant que religion. En effet, ayant en quelque sorte étatisé cette mouvance, le shintoïsme d'État d'avant la guerre dépassait la sphère du religieux.
- La fédération bouddhiste du Japon, créée en 1900.
- La confédération japonaise des Églises chrétiennes, fondée en 1946, qui regroupe toutes les confessions chrétiennes.
- L'association des sanctuaires shintoïques, fondée en 1946.
- La fédération des nouvelles organisations religieuses du Japon, établie en 1951.

Ces cinq organisations forment ensemble la Ligue japonaise des organisations religieuses dont les interventions politiques se limitent à des thèmes modérés, comme l'opposition aux armes nucléaires, la question de la mort cérébrale, les greffes d'organes, etc.¹². Cette ligue n'exprime pas son soutien au Parti libéral-démocrate. Parmi ces cinq fédérations, trois mènent des activités politiques spécifiques, alors que les deux autres laissent le libre choix aux organisations membres.

¹² En 1999 a été adoptée une loi relative à la transplantation d'organes à la suite de la mort cérébrale. L'Association médicale du Japon, qui réunit les médecins, la souhaitait depuis longtemps, alors que l'Association japonaise des organisations religieuses s'y opposait au motif que l'on ne saurait réduire la mort clinique à la mort cérébrale. De fait, selon les conceptions japonaises, la mort est tout à la fois cérébrale, cardiaque et pulmonaire. En vérité, la loi précitée évite de donner une définition de la mort clinique. Une autre loi autorise les médecins à préparer l'avis de décès après confirmation de l'arrêt cardiaque, sans préciser non plus la définition de la mort.

La fédération bouddhiste du Japon

Cette fédération englobe pratiquement toutes les principales écoles bouddhistes. Elle a suspendu un fois son soutien au PLD lorsque celui-ci a sauté le pas et s'est allié au Kōmeitō. Mais, lors des dernières élections législatives, elle a ouvertement soutenu des candidats droitiers de ce parti, parmi lesquels Koizumi Junichiro, l'actuel Premier ministre, Abe Shinzo, le présent secrétaire général du PLD et aussi de la ligue politique shintoïste, bien qu'ils fussent des partisans significatifs des visites au sanctuaire Yasukuni contre lesquelles la fédération bouddhiste ne cesse de s'élever. Cette contradiction semble indiquer que celle-ci privilégie ses intérêts financiers par rapport à ses préoccupations religieuses. La répartition des subventions est primordiale pour certains groupements dans la mesure où, par exemple, plusieurs d'entre eux gèrent des établissements universitaires, en tout 19 universités et 19 collèges universitaires de cycle court. Bien que ce ne soit qu'une petite partie des subventions que reçoivent les organisations religieuses, le soutien à l'enseignement privé religieux revêt une grande importance pour ces dernières. Parmi les branches constituant cette fédération, seules les branches Tendai et Shingon, à savoir le bouddhisme classique de Kyoto, soutiennent exclusivement le PLD, les autres apportent un appui aux parlementaires partageant leurs dogmes.

Quoi qu'il en soit, les grandes sectes bouddhistes disposent d'un nombre substantiel de fidèles parmi les parlementaires conservateurs et ces fidèles constituent des groupes à la Diète. Par exemple, Mori Yoshiro, le prédécesseur de Koizumi aux fonctions de Premier ministre, appartient au groupe des parlementaires sectateurs de la branche Ohtani de l'école Jōdo Shinshū, la plus puissante numériquement de toutes les organisations religieuses de l'archipel. L'actuel ministre de la Justice, qui y adhère également, a indiqué au moment de sa nomination qu'il refuserait, en dépit de la position du cabinet Koizumi sur la peine de mort, d'apposer sa signature sur les autorisations d'exécution capitale, parce que ses convictions religieuses le lui interdisaient (il faut reconnaître qu'il s'est rétracté par la suite).

La fédération japonaise des nouvelles organisations religieuses

Cette fédération a été créée à l'initiative de la Risshō Kōseikai pour faire pièce à la Sōka Gakkai. La Risshō Kōseikai, connue pour ses liens avec l'ancien Premier ministre Nakasone Yasuhiro, ne fait pas mystère de son action politique ni de son prosélytisme actif. C'est principalement à cause de la création d'un cabinet de

coalition PLD/Komeitô en 1999 et, secondairement, à cause des visites répétées du Premier ministre au sanctuaire Yasukuni, que la relation de cette secte avec le parti conservateur reste fluide. Ainsi, elle a refusé de reporter toutes ses voix sur les candidats de cette formation lors des dernières élections législatives, ce qui a conduit la direction du PLD à lancer officiellement une offensive de rapprochement avec elle, à la suite du scrutin.

L'association des sanctuaires shintoïques

C'est à elle que l'on doit porter l'attention la plus grande dès lors que l'on s'intéresse à la question des relations entre les organisations religieuses et le PLD. De fait, c'est elle qui constitue le noyau de l'extrême droite religieuse sur laquelle nous reviendrons plus tard. Bien qu'elle se présente comme une association, on peut la considérer comme une secte en soi, parmi les plus grandes, encore qu'il soit impossible de connaître le nombre de ses fidèles. Succédant aux organisations du shintoïsme d'État d'avant la guerre, elle regroupe près de 80 000 sanctuaires et son représentant actuel est cousin du présent empereur. En dépit de l'absence de dogmes systématisés, ce shintoïsme est familier pour les Japonais d'aujourd'hui, à travers les fêtes de quartier, le rite de la première prière du Nouvel an, etc.

La ligue politique shintoïste qu'a créée cette association regroupe plus de deux cents parlementaires, surtout du PLD. Elle est en mesure d'imposer ses revendications politiques au parti conservateur à travers les parlementaires qu'elle soutient. Ceux-ci sont généralement à la droite de la formation et membres surtout de ce que l'on appelle la « tribu (*zoku*) de l'éducation et de la culture », c'est-à-dire celle qui gère la politique en matière éducative, culturelle et religieuse. 157 candidats soutenus pas la direction de cette ligue ont été élus ou réélus lors des dernières législatives. Les conditions qui leur furent imposées pour obtenir ce soutien sont : a) opposition à l'extension aux femmes de la succession au trône impérial, b) opposition catégorique à la création d'une nouvelle institution pour honorer les soldats morts à la guerre, en remplacement du sanctuaire Yasukuni, c) rédaction d'une nouvelle constitution en mettant l'accent sur le statut de l'empereur et la garantie de la sécurité de l'archipel et en revenant sur la question de la séparation des Églises et de l'État, d) révision de la loi fondamentale relative à l'éducation pour inclure les concepts de respect du passé et des traditions, de patriotisme et d'éducation morale fondée sur des principes religieux, e) opposition à l'octroi de droits politiques aux étrangers, sur le plan local, ce qui concerne

en l'occurrence essentiellement les résidents coréens au Japon. Ces positions sont celles dont se réclament les courants droitiers du PLD et, comme nous le verrons, elles sont, sur certains points, en voie d'être satisfaites.

Les activités politiques des principales nouvelles sectes

Certaines grandes sectes nouvelles disposent d'une capacité autonome d'influence politique. Il s'agit essentiellement de nouvelles sectes issues de l'école Nichiren du bouddhisme qui ont récupéré dans leurs dogmes des éléments shintoïstes concernant l'empereur. Par exemple, la Reiyûkai, qui est connue pour ses liens avec Ishihara Shintaro, le gouverneur de Tokyo considéré souvent comme un Le Pen nippon, mais aussi la Bussho gonenkai, adversaire déclarée de la Sôka Gakkai, etc. En dehors du bouddhisme, MOA, une organisation issue du shintoïsme aujourd'hui divisée en trois, la secte Moon, et d'autres, font partie de ces organisations qui interviennent directement et en tant que telles sur le PLD ¹³.

Il est impossible aujourd'hui de classer de façon quantitative les adhérents ou quasi adhérents du PLD en fonction de leurs affiliations religieuses. En 1999, selon le quotidien *Mainichi* en date du 9 septembre de la même année, les croyants de la secte MOA et de la Bussho gonenkai représentaient un quart du million d'adhérents ou quasi adhérents du parti conservateur, respectivement 16 et 9 %. Ces croyants ne seraient pas nécessairement informés de leur appartenance au PLD. Par exemple, dans le cas de la Reiyûkai, le sénateur Kuse Kimitaka a expliqué en 2000 qu'un personnage important de cette secte avait payé 100 millions de yens au titre de l'adhésion au PLD de 33 333 fidèles. Selon cet ancien chef de la Commission gouvernementale pour la reconstruction financière, il lui a fallu recruter un nombre aussi grand de nouveaux adhérents pour que son nom soit inscrit en bonne place sur la liste des candidats conservateurs au scrutin à la proportionnelle pour la désignation de la Chambre des

¹³ La secte MOA a déjà été évoquée en note 3. Elle fut fondée en 1947 par Okada, issu de la secte Ômoto. Elle est connue pour le geste consistant à placer la main tel un abat-jour devant le front des fidèles afin de purifier leur âme. Le sigle est l'abréviation de Mokichi Okada Association. Le nom japonais est *Sekai Kyûsei-kyô* ou « congrégation pour le salut du monde ».

Conseillers (conférence de presse donnée le 30 juillet 2000, source : Commission gouvernementale pour la reconstruction financière).

L'extrême droite religieuse

Nous pouvons diviser grossièrement les mouvements d'extrême droite d'aujourd'hui en trois types : les activités de rue, en tenues paramilitaires, de l'extrême droite liée à la pègre organisée des *yakuza*, en recherche de fonds en provenance des entreprises ; un courant ayant une forme d'idéologie, comme par exemple la Daitōjūku ou « École du grand Orient » ; le courant religieux. Les deux premières sont tout à fait marginales sur le plan politique, faute d'emprise au niveau de l'État. Le courant à référence religieuse est beaucoup plus important car il est en mesure d'intervenir dans les décisions concernant la politique éducative et l'administration de l'enseignement public, grâce à sa stratégie à long terme, à son emprise sur le processus de détermination des décisions au sein du PLD, dans les domaines précités, et parce qu'il peut exploiter la naïveté des croyants de base, qui sont susceptibles d'être mobilisés et d'apporter des financements conséquents.

Le noyau de l'extrême droite religieuse est constitué par la Nippon Kaigi, la « Conférence du Japon ». Celle-ci s'appuie sur des sectes religieuses, par exemple l'association nationale des sanctuaires shintoïques est liée à une partie des milieux d'affaires, organise son groupe parlementaire au sein du PLD, si bien qu'elle est aujourd'hui à la pointe du front fondamentaliste japonais. Ses exigences politiques sont quasiment celles de la ligue politique shintoïste et il n'est donc pas nécessaire de pousser l'analyse plus loin. En tout état de cause, son but ultime est la révision de la constitution actuelle, ce qui n'est pas pour demain et ne correspondrait sans doute pas complètement à l'objectif visé. Sa campagne a cependant contribué à la législation sur l'appellation de l'ère¹⁴. De même, à chaque fois que cela a été débattu, elle a été

¹⁴ *Gengō* ou *nengō* (« nom d'ère »). Il est un fait que l'usage du nom d'ère remonte au VII^e siècle et avait une signification symbolique d'affirmation du pouvoir. Toutefois, il n'était pas attaché à la personne de l'empereur et pouvait changer en fonction des événements, d'une décision politique, voire du cycle calendaire de soixante ans. C'est sous Meiji qu'il fut décidé qu'à chaque règne correspondrait un nom d'ère (*issei ichigen*), si bien que le Japon est passé de l'ère Meiji (« règne éclairé » 1868-1912) à l'ère Taishō (« grande justice » 1912-1926), puis à la très longue ère Shōwa (« paix éclairée » 1926-1989) et enfin à l'ère Heisei (« atteindre la

en mesure d'empêcher l'adoption de projets de loi autorisant les femmes mariées à conserver leur nom de jeune fille ou accordant aux résidents permanents étrangers le droit de vote aux élections locales, ce qui, nous l'avons dit, concerne au premier chef les résidents coréens. Les visites régulières du Premier ministre Koizumi au sanctuaire Yasukuni font partie de ces acquis.

Pourtant, cette organisation ne se rassemble pas autour d'une idéologie fanatique, à une de ses composantes près, ni ne dispose d'une pensée nouvelle et construite avec quelque rigueur intellectuelle que ce soit. Il semble bien que son souci majeur soit de créer les conditions pouvant lui permettre de disposer à long terme d'une rente économique, au sens large. Mais pour dépasser ses limites idéologiques, force lui est de s'appuyer sur le fondamentalisme réactionnaire, ce qui risque bien de conduire à justifier les principes de gouvernance d'avant guerre. De plus, on peut craindre qu'il n'y ait pas aujourd'hui de contrepoids suffisant, ce qui demande de notre part un développement plus substantiel.

Les réformes du lendemain immédiat de la guerre ont privatisé tous les sanctuaires qu'avait englobés le shintoïsme d'État, dont l'empereur était la divinité vivante, ainsi que le sanctuaire de Yasukuni que géraient directement les ministères de l'Armée et de la Marine. Ces établissements ont de ce fait perdu leurs prérogatives et les prêtres, leur statut de fonctionnaires de l'État. Compte tenu des réalités politiques et en particulier du fait que l'empereur n'a pas été poursuivi par les Américains, il peut sembler légitime que les personnes ayant perdu le prestige dont elles jouissaient auparavant aient cherché à le rétablir, autant que faire se peut. A la fin des années 1960, cette tendance s'est renforcée et a revendiqué l'étatisation du sanctuaire Yasukuni. Le mouvement était animé par les cercles shintoïstes, par la fédération des familles de soldats morts à la guerre, organisation créée en 1953, et par la confédération des liges d'anciens combattants¹⁵. Ces

paix ») depuis 1989. Cette règle fut abandonnée après la guerre car incompatible avec le monde moderne et emblématique du régime impérial. Une loi l'a rétablie cependant en 1979. Pendant son règne, l'empereur conserve son nom personnel (en fait il n'est pas nommé) et, à sa mort, il prend le nom de son ère. Hirohito n'est devenu l'empereur Shōwa qu'en 1989.

¹⁵ Il existe en fait deux organisations importantes des anciens combattants : la confédération des liges de pensionnés de guerre (abréviation *Gun-on*), la confédération nationale des camarades de combat dont chaque élément correspond à une unité des forces armées. Il n'y a pas de rapports directs entre ces deux organisations et c'est la *Gun-on* qui revendiquait l'étatisation de Yasukuni.

deux dernières associations sont des groupes d'intérêts dont l'objectif premier est d'obtenir un niveau de pensions le meilleur possible, mais leurs membres représentaient, en 1999, respectivement 11 et 13 % des adhérents et quasi-adhérents du PLD, selon l'étude du quotidien *Mainichi* citée ci-dessus. Comme nous l'avons déjà indiqué, elles ont utilisé comme force d'agrégation idéologique les pratiques culturelles naïves autour du sanctuaire Yasukuni, lesquelles s'appuient sur le désir ambigu de calmer les âmes des soldats morts pour les empereurs successifs. On ne peut nier la prégnance de ce culte car il est issu d'une conviction religieuse très ancrée chez les Japonais ordinaires, conviction selon laquelle il convient de calmer les spectres de ceux qui sont morts dans des conditions tragiques, afin qu'ils puissent rejoindre l'au-delà.

Nippon Kaigi

Le projet d'étatisation du sanctuaire Yasukuni a échoué sans doute pour toujours, mais les animateurs de cette campagne ont réussi à faire passer une législation en faveur de l'appellation d'ère. Cela obtenu, la « conférence nationale pour obtenir une loi sur l'appellation d'ère » s'est restructurée en 1981 en « Conférence nationale pour la sauvegarde du Japon », autour de la fédération des familles de soldats morts à la guerre et de la confédération des ligues d'anciens combattants. Cette « conférence » fusionnera en 1997 avec l'« Association pour la protection du Japon », constituée de représentants de sectes shintoïstes et de groupements bouddhistes relevant des branches Nichiren et Zen, lesquels sectes et groupements avaient conservé une réelle capacité de mobilisation de leurs fidèles. Avec le vieillissement de leurs adhérents, la fédération des familles des soldats morts à la guerre et la confédération des ligues d'anciens combattants ont vu leur poids relatif diminuer à l'intérieur de la « Nippon Kaigi », au profit des sectes religieuses.

Au sein de cette « Nippon Kaigi »¹⁶, les organisations les plus actives, aux côtés de l'association des sanctuaires shintoïques, sont des nouvelles sectes bouddhistes issues de l'école de Nichiren, comme la Reiyūkai, la Bussho gonenkai et d'autres. On ne saurait pour autant négliger la Kokuchukai qui, bien que petite, a joué un

¹⁶ En japonais, Japon peut se prononcer de deux façons, *Nihon* et *Nippon*, la deuxième conservant une connotation nationaliste que l'on ne peut rendre en français.

rôle éminent dans le mouvement fasciste d'avant la guerre. Parmi les sectes issues du shintoïsme, il importe d'évoquer la *Seichō-no ié*, qui demande une législation instaurant l'empereur comme chef d'État, alors que selon la constitution il n'est que le symbole de la nation, et la secte Mahikari, des « nouvelles religions » la plus respectueuse de l'empereur¹⁷. Parmi les chrétiens, on trouve la Genshi Fukuin Kirisuto-no Makuya, au mot à mot « l'Évangile originel, tabernacle du Christ », congrégation sans église qui établit une liaison entre le judaïsme et la maison impériale en assimilant le contenu de la mythologie japonaise à l'Ancien Testament¹⁸. Enfin, la secte Moon joue un rôle, qui a des rapports avec certains parlementaires du PLD.

Le président de cette conférence est un ancien président de la Cour suprême connu pour son conservatisme. Un des vice-présidents est le *chairman* honoraire de la firme Fujitsu et le prêtre en chef adjoint du sanctuaire Meiji se trouve à la tête du conseil d'administration qui regroupe les organisations ci-dessus indiquées, ainsi que le gouverneur de Tokyo, Ishihara Shintaro, lié comme nous l'avons vu à la Reiyūkai. Cette association a formé en 1997 un groupe parmi les parlementaires du PLD, lequel compte environ deux cents membres, bien que 110 seulement aient été présents lors de l'assemblée générale à la fin de 2005, suppléants compris. En fait, il constitue un point d'appui des parlementaires de la droite du parti conservateur : Aso Taro, l'actuel ministre des Affaires étrangères, en a été le chef et le ministre de l'Économie et de l'Industrie, Nakagawa Shoichi, le chef suppléant.

¹⁷ La *Seichō-no ié* (« maison de la croissance ») a été fondée en 1930 par Taniguchi Masaharu, à partir également de la secte Ōmoto. Pour lui, le bouddhisme, le shintoïsme, le christianisme et les autres religions dignes de ce nom ne font qu'un. L'accent est placé sur la relation filiale entre le croyant et la divinité, principe de base du culte de l'empereur, relation par laquelle l'effort sur soi conduit à la « vérité de la vie » et à la libération des maux. La secte dispose de plus d'une centaine de centres à l'étranger.

¹⁸ Bien que chrétienne, la Genshi Fukuin Kirisuto-no Makuya garde comme credo « l'espérance dans le rassemblement de l'esprit japonais ». Elle a été fondée en 1948 par Teshima Ikuro (1910-1973) qui, selon les fidèles, aurait eu la révélation de la Pentecôte en 1950, au pied du mont Aso. Il est connu pour avoir organisé en 1967 un comité de secours à Israël, à la veille du déclenchement de la « guerre des Six-Jours ».

Les interventions politiques en matière d'éducation

Il convient de souligner l'activisme de cette conférence en matière de politique éducative. Cette question constitue pour elle un objectif stratégique à long terme, vraisemblablement parce que l'éducation est le meilleur domaine où elle puisse espérer étendre son influence. Même la presse étrangère a traité ces dernières années de la campagne à propos des manuels scolaires d'histoire japonaise. La partie la plus incriminée concerne la période fasciste. Cette campagne est animée par l'« association pour la rédaction de nouveaux manuels scolaires d'histoire », en collaboration avec une maison d'édition appartenant au groupe du quotidien *Sankei*, dont on dit qu'il entretient de bons rapports avec l'actuel président de la République française. En fait, il a été révélé que les cadres locaux de cette association sont très souvent aussi ceux de la *Nippon Kaigi* (source : le centre documentaire sur la responsabilité du Japon dans la guerre).

Le gouvernement a déposé en avril 2006 un projet de révision de la loi fondamentale sur l'éducation. Quand bien même elle ne pourra vraisemblablement pas être discutée lors de la présente session, pour des questions de calendrier parlementaire, elle devrait l'être à la session de l'automne prochain et cela représente d'ores et déjà une victoire pour la *Nippon Kaigi* et la ligue politique shintoïste. Outre l'accent placé sur les investissements publics en faveur des études liées à la recherche-développement des technologies de pointe ou sur la formation d'élites industrielles que demandent depuis longtemps les milieux d'affaires, le contenu de ce projet se caractérise par l'imposition en force du patriotisme, de l'éducation morale dont la puissance publique définirait pratiquement le contenu, toutes choses qui renforceront encore le contrôle de l'État sur l'éducation.

Le parti Kômei a rejeté la mise en article de la phrase « l'éducation en vue de cultiver les sentiments religieux », de peur que cet article ne se réfère à des religions précises, en l'occurrence le shintoïsme, si bien que la phrase a été remplacée par « une attitude généreuse à l'égard des religions, une culture générale des religions et le statut des religions dans la vie sociale doivent être respectés par l'éducation ». Dans l'ensemble, une partie des exigences de l'organisation étroitement liée à la *Nippon Kaigi* qui se concentre sur les questions d'éducation sera ainsi satisfaite. Cette législation une fois adoptée, les sectes adhérant à la *Nippon Kaigi* pensent être en mesure d'entraîner l'école à réapprécier le shintoïsme comme une des traditions culturelles du pays. Elles tenteront d'en tirer bénéfice dans leurs missions et pour le

renforcement de leurs capacités d'agrégation idéologique, ce qui ne se sépare pas de leurs intérêts économiques.

Conclusion

Les raisons pour lesquelles le mouvement fondamentaliste au Japon a été activé à partir du milieu des années 1970 sont complexes, mais, quelles que soient ces raisons, on est entré dans une nouvelle phase, au fur et à mesure que le shintoïsme orthodoxe et de nouvelles sectes à contenu shintoïste se sont politisés. Ce sont en effet là les forces motrices du fondamentalisme japonais, comme le montre le projet de révision de la loi fondamentale relative à l'éducation. Leur comportement constitue un des éléments de la droitisation accentuée du PLD et on peut s'attendre à ce que ces forces jouent un rôle éminent dans la campagne pour la révision constitutionnelle (particulièrement à propos du statut de l'empereur et des forces armées) qui devrait être proposée dans un avenir proche, si du moins le présent rapport des forces politiques n'est pas modifié.

Pourtant, le shintoïsme orthodoxe ne peut s'appuyer fondamentalement que sur la nostalgie ou sur l'ethos assez vague des Japonais. Par ailleurs, la conscience religieuse des nouvelles sectes engagées dans cette « conférence » reste tout à fait singulière par rapport à celle des citoyens ordinaires. Tout cela laisse penser que des limites existent à l'expansion du mouvement fondamentaliste. Il convient toutefois de rester vigilant face à la convergence possible de ce fondamentalisme et des demandes patronales ou syndicales en faveur d'une augmentation des investissements en matière d'armements, bien que le pays dispose désormais de la deuxième marine du monde par le nombre de ses bâtiments. Certains anciens dirigeants droitiers du mouvement syndical, tel Usami Tadanobu, actuel conseiller de la confédération Rengô, siègent déjà au conseil d'administration de la « conférence », aux côtés d'hommes d'affaires, parmi lesquels, comme cela a été indiqué précédemment, on trouve Yamamoto Takuma, *chairman* honoraire de Fujitsu, une des firmes importantes de l'industrie militaire.

RELIGIONS ET POLITIQUE AU JAPON

ÔTOMO RYÛ *

Bien qu'il soit difficile de cerner les convictions religieuses du peuple japonais et que la constitution d'après-guerre établisse la séparation des églises et de l'État, on ne saurait négliger le fait religieux ni la question du rôle politique des organisations religieuses. D'abord parce qu'il existe un parti religieux, le Kōmeitō, qui se réclame d'une des « nouvelles sectes » issues de l'une des écoles du bouddhisme, mais ensuite et surtout parce que des relations organiques ont été établies entre un certain nombre d'organisations religieuses et le Parti libéral-démocrate, au pouvoir quasiment sans interruption depuis sa fondation en 1955. Ces relations relèvent du clientélisme le plus pur : privilèges fiscaux et subventions d'un côté, soutien électoral de l'autre. Elles ont également un contenu idéologique et programmatique, si bien que l'on est en droit de parler d'un fondamentalisme japonais, quand bien même toutes les confessions ne sont pas impliquées, loin de là. Son audience reste limitée mais il constitue une des forces motrices des courants les plus à droite du pays. Il est favorable à la révision de la constitution et au renforcement des capacités militaires. Il apporte un appui déterminé à la modification de la loi fondamentale sur l'éducation qui est l'un des sujets brûlants de la vie politique.

Le bouddhisme et le shintoïsme constituent les éléments majeurs de la culture religieuse du Japon. Le christianisme s'y ajoute de façon accessoire. Celui-ci n'a survécu que difficilement, dans une marge clandestine de la société, à la suite des persécutions durables dont il fut l'objet au cours du processus de restructuration du féodalisme, au XVII^e siècle, pour ne retrouver la liberté de sa mission qu'au milieu du XIX^e siècle. Vu dans la longue durée de leur développement après l'établissement du système féodal, les religions japonaises n'ont pas pris appui sur la conscience et la morale des individus, mais

* POLITOLOGUE, JOURNALISTE, ryeu@myad.jp

sur les autorités profanes. Elles ont été intégrées aux instances et aux procédures de la gouvernance politique, perdant ainsi leur spontanéité. A partir du XIX^e siècle, la conflictualité interne que cela entretenait sur le plan des dogmes a donné naissance à de « nouvelles religions » ou à de nouvelles « sectes », mais celles-ci ont connu le même phénomène que les religions établies. C'est une des raisons pour lesquelles les religions du Japon n'ont pas construit de pensée anti-guerre pendant la période fasciste¹.

La situation perdure aujourd'hui, qui voit les activités religieuses en relation subordonnée au pouvoir politique dont elles reçoivent une protection économique. Cette situation a déterminé durablement la relation fondamentale existant entre les milieux religieux et le Parti libéral-démocrate (PLD). Il va de soi que cela a provoqué des insatisfactions et des mécontentements dont on retrouve un reflet dans les attentats perpétrés en 1995 par la secte Aum, qui avait séduit un certain nombre de jeunes.

Le concept de clientélisme permet d'englober les spécificités de la relation entre les grandes organisations religieuses et le PLD, mais ce clientélisme a eu pour résultat de contribuer, pour une part, aux tendances nationalistes et fondamentalistes qui se manifestent dans le pays. Les activités des extrêmes droites religieuses influencent clairement et activent les décisions

¹ Le terme « secte » est utilisé communément au Japon pour désigner une organisation religieuse, encore que certaines des « nouvelles sectes » (la secte Aum par exemple) participent du phénomène sectaire tel qu'on l'entend en France. Ici, le terme désignera une organisation religieuse dérivée d'une religion établie. Au Japon en effet, le bouddhisme est un terme générique recouvrant, en 2003, 157 écoles ou courants dont 28 majeurs. Les autres sont apparus au XIX^e ou au XX^e siècle comme « nouvelles sectes ». La Sôkka Gakkai se comporte comme l'une d'entre celles-ci, bien qu'elle rassemble un groupe de croyants de Nichiren shôshû, un des 39 rameaux de l'école du bouddhisme fondée par Nichiren. Aujourd'hui, le siège central de Nichiren shôshû a rompu tout rapport avec la Sôka Gakkai. Le shintoïsme aussi n'est qu'un terme générique de cultes populaires indigènes qui célébraient les ancêtres claniques – pour la famille impériale, c'est la grande déesse Amaterasu (« qui brille dans le ciel ») célébrée au sanctuaire d'Ise –, les divinités protectrices des communautés paysannes, des villages de pêcheurs, etc. Il y avait donc une multitude de shintoïsmes avant 1906, date à laquelle le gouvernement a lancé le principe d'un seul sanctuaire shintoïque par commune et, depuis, la plupart des sanctuaires shintoïques ont été intégrés au sein du culte d'Ise, qu'on appelle « shintoïsme d'État ».

politiques du PLD. On peut voir en elles la force motrice du glissement plus marqué encore à droite de la formation conservatrice.

La domination politique de longue durée du PLD et sa structure

Le Parti libéral-démocrate a été créé en 1955 comme le rassemblement de différentes organisations conservatrices qui représentaient l'extrême droite d'avant la guerre, la droite libérale, la nouvelle couche de hauts fonctionnaires, etc., après le processus de formation et de dissolution des organisations politiques qui a suivi immédiatement la défaite de 1945.

Un demi-siècle s'est écoulé depuis et le PLD est resté constamment au pouvoir, à l'exception de la période allant d'août 1993 à juin 1994, où il se retrouva dans l'opposition à la suite de la scission qu'il venait de subir. Cette longévité est d'autant plus remarquable que le parti a connu depuis les années 1970 un effritement durable de ses positions. De ce fait, il n'est plus en mesure de former à lui seul le gouvernement. Après la parenthèse de onze mois qui vient d'être évoquée, il a accepté de participer, jusqu'en janvier 1996, à un gouvernement de coalition dont le chef était issu du Parti social-démocrate. Depuis cette dernière date, il détient à nouveau le poste de Premier ministre, mais en coalition avec le Parti libéral (absorbé par le Parti démocrate en 2003) à partir de janvier 1999, puis avec le parti bouddhiste Kômei dès octobre de la même année (parti créé par la Sôkka Gakkai en 1964, avec pour devise initiale l'« unification de l'Église et de l'État », qui fut abandonnée par la suite). C'est cette coalition qui prévaut actuellement, le PLD ne détenant en effet que 46,3 % des sièges à la Chambre des Conseillers, le sénat japonais.

Le PLD n'est pas un parti homogène dans son organisation. C'est plutôt un rassemblement de différents courants ou « factions » (au nombre de huit présentement), ayant pour objectif primordial de s'assurer le pouvoir et de le conserver. Pendant longtemps, la force d'agrégation de chacune des factions tenait à l'obtention et à la redistribution de fonds politiques. Mais, afin de perpétuer son hégémonie, le parti conservateur a introduit en 1995 un système de financement public des formations politiques (en 2006, le PLD doit recevoir à ce titre 16,8 milliards de yens, soit environ 229 millions euros), qui a renforcé considérablement la direction du parti puisque c'est elle qui redistribue les fonds, en lieu et place des chefs de faction comme c'était le cas auparavant. Néanmoins, le caractère du PLD comme rassemblement de factions autonomes demeure valide.

Plus important sans doute est le fait que l'organisation du PLD se définit comme la somme des clientèles de chaque élu à tous les niveaux de la représentation populaire. Au niveau de ses parlementaires, les comités de soutien (*kôenkai*) sont formés surtout de personnes liées aux industries, aux coopératives agricoles, aux professions libérales, aux congrégations religieuses, etc., lesquelles se combinent aux branches locales d'organisations nationales – des branches industrielles, des professions libérales et indépendantes, des congrégations religieuses, etc. –, voire à de grandes entreprises, pour former la base électorale (*jiban*) de l'élu². Les composantes de ces bases électorales offrent les fonds politiques, collaborent aux campagnes électorales et reçoivent en compensation différentes « rentes » : interventions personnelles, contrôle d'un marché par le truchement de la décision politique, invitation à des offres de travaux publics, obtention de subventions, mesures fiscales avantageuses et différentes autres faveurs, bref autant de moyens pour extraire du surprofit.

Il s'agit là d'un clientélisme typique et les congrégations religieuses en constituent un des éléments les plus importants. Il semble bien que Koizumi Junichiro ait été très sensible à cette donnée structurelle, à cause vraisemblablement de sa faiblesse à l'intérieur du Parti libéral-démocrate, du moins durant la phase initiale de son administration. Par exemple, dans son cabinet remanié à la veille des dernières élections législatives, non seulement 11 des 13 ministres étaient membres de l'organisation des parlementaires (dont Koizumi en personne était le vice-président) liée à la Jinja Honcho – l'Association des sanctuaires shintoïques –, mais aussi une sénatrice, que soutiennent les nouvelles sectes Reiyūkai et Mahikari, détenait le portefeuille de la Commission nationale pour la sûreté de l'État, qui a la responsabilité de la police, et un sénateur, qu'appuie la nouvelle secte Bussho gonen-kai, a été nommé ministre de la Santé publique et du Travail³.

³ La Reiyūkai a été fondée en 1923 et s'inscrit dans la tradition bouddhique (son nom fait référence au rituel en souvenir des défunts), alors que Sukyo-Mahikari, considérée comme secte au sens français, ainsi d'ailleurs que la Sôkka Gakkai, est une néo « nouvelle religion », apparue dans les années 1970 et faisant appel aux croyances magiques. Elle est issue de la scission d'une congrégation fondée au Japon en 1959 par Okada Kôtama, connu pour ses propos antisémites. Ancien officier de grade impérial, celui-ci était missionnaire de la « nouvelle secte » MOA, fondée elle-même par un ancien cadre de la secte Ômoto, nouveau shintoïsme

La population religieuse du Japon

Fin 2003, il existait au Japon 182 985 personnes morales religieuses, mais il est impossible de mesurer de façon précise la population religieuse du pays⁴. Selon les statistiques du gouvernement, à la fin de 2004, on estimait à 214 millions le nombre de croyants au Japon, soit nettement plus que la population totale de l'archipel, qui était alors de 127 millions d'habitants. Cela tient à l'ambiguïté de la conscience religieuse chez les Japonais. Il n'est en effet pas étonnant pour un chrétien de participer à des rites shintoïstes dans son quartier. L'actuel ministre des Affaires étrangères, Aso Taro, est un des hommes politiques soutenant activement la visite au sanctuaire Yasukuni, bien qu'il se déclare chrétien. On dit souvent qu'un Japonais est présenté au sanctuaire shintoïque par ses parents durant sa petite enfance, qu'il affectionnera de se marier à l'église et qu'il deviendra bouddhiste avec le grand âge. Ses obsèques seront donc organisées à la manière bouddhique et il sera enterré dans le cimetière du temple bouddhique de sa famille, aux côtés de ses ancêtres.

Nos calculs ont été établis sur la base statistique des « Résultats de l'enquête sur la conscience religieuse » (Japanese General Social Surveys), qu'organise un collectif d'universités, en fait deux enquêtes, effectuées en 2000 et 2001, dont les données ont été ajoutées de manière à couvrir un échantillon de 4 500 personnes⁵. Elles donnent ceci :

Bouddhisme

sans affiliation sectaire connue :	25 millions
école Jōdo Shinshū :	20,8 millions
école Zen :	9 millions
école de Nichiren :	5,2 millions
école Jōdo :	5,1 millions

apparu au XIX^e siècle. On s'en rend compte, les généalogies sont complexes et, de fait, à la mort de son fondateur en 1974, cette secte s'est divisée et la fille adoptive du fondateur, Okada Keiju, a créé la Sukyo-Mahikari.

⁴ Source : *Shūkyō nenkan*, « Annuaire des religions », publié par l'Agence de la culture dépendant du ministère de l'Éducation, de la recherche, de la culture et des sports, l'instance qui, au Japon, couvre la sphère des organisations religieuses. Cet annuaire liste celles qui sont approuvées par ladite Agence.

⁵ Par Kimura Masafumi, université de commerce de Nagoya.

Shintoïsme	2,2 millions
Les « nouvelles religions »	
Sōka Gakkai :	5 millions (groupe de croyants bouddhistes)
Risshōkōseikai :	0,5 million (bouddhiste)
Tenri-kyō	1,3 million (shintoïste)
Shinnyo-en :	0,4 million (bouddhiste)
Mahikari :	0,4 million (shintoïste)
Bussho gonenkai :	0,1 million (bouddhiste)
Seichō-no ié :	0,3 million (shintoïste)
MOA :	0,2 million (shintoïste)
Reiyūkai :	0,2 million (bouddhiste)
Christianisme :	2,9 millions (en majorité catholiques)

Ces chiffres peuvent paraître très modestes pour ce qui concerne les « nouvelles religions », dans la mesure même où celles-ci tendent, à des fins de propagande, à exagérer le nombre de leurs fidèles. Le faible chiffre des shintoïstes tient, quant à lui, au fait que les Japonais ordinaires ne perçoivent pas le shintoïsme comme une religion et donc ne se déclarent pas comme croyants shintoïstes.

Religions, écoles et sectes religieuses

Le shintoïsme a son origine lointaine dans les croyances et pratiques populaires de l'Antiquité et il faudra attendre le VIII^e siècle pour qu'il puisse avoir une structure religieuse comme culte en relation syncrétique avec le bouddhisme. C'est donc celui-ci que nous évoquerons en premier.

Le bouddhisme au Japon

Le bouddhisme des périodes de Nara et de Heian (ou Kyoto)

On estime que le bouddhisme est arrivé au Japon au cours du VI^e siècle, sous la dynastie chinoise des T'ang. Il a immédiatement formé des congrégations dont certaines existent encore, qui sont classées comme les « six sectes de Nara », mais leur influence sociale est aujourd'hui négligeable ⁶.

⁶ Les sectes Sanron, Jōjitsu, Hossō, Kusha, Kegon et Ritsu. 256 temples seulement sont aujourd'hui affiliés à l'une ou l'autre d'entre elles.

A partir du IX^e siècle, le bouddhisme, qui était jusqu'alors circonscrit à l'aristocratie, s'enracine dans le peuple et les deux branches représentatives de l'époque – Heian-Tendai et Shingon – sont restées très influentes. Elles conservent cependant un caractère archaïque et manque de dynamisme religieux. Elles demeurent ainsi indifférentes aux questions politiques, sauf plusieurs branches dérivées de l'école Shingon. C'est durant la même période qu'est née la secte ascétique Shugendô qui existe toujours, mais avec une influence limitée⁷.

Le bouddhisme de la période de Kamakura

Un réforme religieuse s'est produite aux XI^e et XII^e siècles, à l'époque du passage de la société antique à la société féodale. Dans un contexte d'attente de la fin du monde, des sectes nouvelles se sont enracinées dans les couches les plus humbles de la société, paysannerie et pêcheurs. Les sectes du courant Jôdo soulignaient que l'au-delà était présent dans le cœur de chaque individu, sans distinction sociale, ce qui a pu conduire des paysans convertis à s'insurger⁸. Les sectes du courant zen mettaient, de leur côté,

⁷ Les écoles Tendai et Shingon ont longtemps été rivales. La première est issue de la secte chinoise Tiantai et a été fondée en 1086 par Saichô, avec son temple principal sur le mont Hiei, à proximité de Kyoto. Elle fut relancée par Ennin et donna naissance au mouvement de la « Terre pure » (*Jôdo*) dont sont issus plusieurs autres courants du bouddhisme japonais. L'école Shingon est antérieure, puisqu'elle a été fondée au IX^e siècle par Kûkai, avec son centre principal sur le mont Kôya, dans la préfecture actuelle de Wakayama. C'est un courant ésotérique du bouddhisme, le plus proche du tantrisme tibétain. L'école Tendai compte actuellement 4 448 temples et 19 236 prêtres, alors que le Shingon, qui comporte 46 branches, comptait 12 405 temples en 2003. Le Shugendô est d'origine érémitique : le fidèle doit « entrer dans la montagne » (*nyûbu*), c'est-à-dire gravir une des montagnes sacrées à chacune des quatre saisons, afin d'effectuer le passage de l'état profane à l'état sacré, et se livrer à des exercices d'ascèse pouvant le conduire à l'état de bouddha.

⁸ Le bouddhisme de la « Terre pure » renonce à la vie monastique comme voie de salut. La foi et la récitation de l'acte de foi peuvent permettre à tout mortel d'atteindre le « paradis de l'ouest » ou « Terre pure » du bouddha Amida, ce qui induit une vision eschatologique de l'existence. Les deux fondateurs de ce courant, Hônen (1133-1212) et Shinran (1173-1263), qui le développa en *Jôdo shinshû* (« Véritable essence de la

l'accent sur l'intériorisation de la foi et imposaient des préceptes stricts. Enfin, le courant du moine Nichiren s'est orienté vers une indépendance totale vis-à-vis du pouvoir politique et se caractérisait par la vision du Japon comme pays créé et protégé par les dieux. Ce courant s'est fortement enraciné au sein de la paysannerie.

Au cours du « Moyen Age » japonais, du XII^e au XVI^e siècles, le bouddhisme en est venu à recouvrir tous les aspects de la culture et de la vie sociale. Les empereurs n'y faisaient pas exception qui furent exclusivement bouddhistes jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Les branches ci-dessus indiquées constituent ce que l'on appelle le « courant majeur » (*kisei shukyō*) du bouddhisme d'aujourd'hui.

Le bouddhisme de l'époque d'Edo

En parallèle avec la stabilisation politique obtenue au XVII^e siècle par le shogunat Tokugawa, les divers courants du bouddhisme, à l'exception des cultes cachés, ont été récupérés par le pouvoir politique, qui est parvenu à intégrer les multiples congrégations à son appareil de domination et de contrôle. Le bouddhisme a ainsi perdu toute autorité idéologique⁹.

Le shintoïsme

Avant le XVIII^e siècle, le shintoïsme existait en syncrétisme avec le bouddhisme mais, au cours du XVIII^e siècle, le développement des « études nationales » (*kokugaku*) l'ont conduit à se doter d'une

Terre pure », eurent maille à partir avec le pouvoir de l'époque. Le moine Nichiren (1222-1282), quant à lui, était à la recherche d'une voie rigoureuse, ce qui l'a conduit à s'opposer violemment aux écoles établies et à critiquer le pouvoir. Il sera exilé dans l'île de Sado entre 1271 et 1274.

⁹ En fait, la restructuration du féodalisme (fin XV^e-début XVII^e siècle) est passé par la domestication des religions établies, quand ce ne sera pas leur interdiction, comme ce sera le cas pour le christianisme. Rennyo (1415-1499), le 8^e *hossu* ou chef-abbé du Honganji de Kyoto, avait fait de ce temple le centre du rameau *Jōdo shinshū*. Les affrontements avec la branche Tendai le contraignirent à se replier sur la région du Hokuriku (préfectures actuelles de Fukui, Toyama, Ishikawa, Niigata). Ses fidèles s'insurgèrent à partir de 1474 et formèrent une zone autonome avec pour centre le temple Oyama Midō de Kanazawa. Le seigneur de guerre, Oda Nobunaga (1534-1582), le premier des trois réunificateurs du pays, après des affrontements séculaires, imposa sa main de fer en détruisant le grand temple de la secte Tendai sur le mont Hiei et en écrasant dans le sang la rébellion du Hokuriku en 1580.

idéologie spécifique et à créer des théories dont certaines ont formé le terreau de la pensée fasciste japonaise¹⁰. Le régime établi en 1868, sur le démembrement du shogunat Tokugawa, a placé le shintoïsme développé au cours du XVIII^e siècle comme principe directeur de l'organisation de l'État et a mené campagne contre le bouddhisme et le confucianisme. En parallèle avec l'établissement du système parlementaire, il a fondé un shintoïsme d'État et transformé les sanctuaires shintoïques en lieux de respect obligatoire de la nation. Le concept de la divinité de la personne impériale a été un élément central du shintoïsme d'État. Les différentes nouvelles sectes shintoïstes ont été regroupées dans une catégorie auxiliaire.

Après la Seconde Guerre mondiale, le shintoïsme d'État a été démembré à son tour et Hirohito, l'empereur régnant, a été forcé de reconnaître sa nature humaine le 1^{er} janvier 1946. Mais l'année suivant ce démembrement, près de 80 000 sanctuaires shintoïques, qui relevaient du shintoïsme d'État, ont formé une « Association

¹⁰ A l'époque d'Edo existaient au Japon trois sphères culturelles distinctes mais non fermées, la culture paysanne, imprégnée d'un bouddhisme syncrétique où les écoles de la « Terre pure » étaient prédominantes, la culture des quartiers plébéiens (*shitamachi*) des villes, traversée de courants divers, au sein de laquelle naissait une modernité endogène, et la culture officielle du régime Tokugawa, fondée sur les « études chinoises », avec pour idéologie un néo-confucianisme « militarisé » par son association avec le *bushidō*, la « voie du guerrier » – pureté des intentions, fidélité absolue au suzerain, culte du sacrifice désintéressé –, qui jouait une fonction compensatrice à la domestication des samourais. Le mouvement des « études nationales » (*kokugaku*), soutenu par des éléments du shogunat Tokugawa, commence par l'étude philologique et littéraire des œuvres les plus anciennes, en particulier le recueil de poèmes *Manyōshū* et le « roman » *Genji monogatari* (le « dit de Genji ») dans lesquelles on pense découvrir l'authenticité de la sensibilité nippone, avant qu'elle n'ait été recouverte par l'influence chinoise. Ainsi, Motoori Norinaga (1730-1801) élabore le concept central de *mono aware*, la « prégnance des choses », à l'oeuvre dans les différentes formes littéraires. Travaillant sur le « *Kojiki* », chronique historique datée de 712, ce même érudit estime avoir trouvé la « voie des Anciens » (*Kodō*), moins moralisante que la pensée chinoise et plus sincère. Hirata Atsutane (1776-1843) assimilera cette voie au shintoïsme – la « voie des Anciens » conduit à la « voie des dieux », qui est le sens du mot *shintō* – dont il construit une cosmogonie qui sera le fondement du shintoïsme d'État et du concept d'« essence nationale » (*kokutai*) central au nationalisme et au fascisme japonais.

des sanctuaires shintoïques ». Cette dernière exerce une influence très importante par le truchement de son bras politique, la « Ligue politique shintoïste ».

Dans la mesure même où le shintoïsme a évolué à partir d'un animisme premier, les Japonais ne parviennent pas à le considérer véritablement comme une religion. Pourtant, il est fortement lié à l'éthos des Japonais puisque, selon certaines statistiques, 70 % d'entre eux visitent chaque année un sanctuaire le 1^{er} janvier. Par exemple, le culte au sanctuaire de Yasukuni, qui célèbre les âmes des soldats morts à la guerre, est l'héritier de rites pratiqués au VIII^e siècle déjà, dans le shintoïsme pratiqué en synchrétisme avec le bouddhisme.

Le christianisme

Le christianisme a été introduit au Japon en 1543 et c'est en 1749 que François-Xavier pose le pied dans l'archipel. En 1621, on compte déjà 750 000 fidèles grâce aux activités que déploient les Jésuites (charité, aide aux pauvres, etc.) et à la protection accordée par plusieurs *daimyô* dont Omura Sumitada fut le premier, en 1563, à recevoir le baptême. Pour ces seigneurs, il s'agissait de contrecarrer l'influence des congrégations bouddhiques mais, devenu gênant pour la restructuration du système féodal, le christianisme fut totalement interdit à la suite de la révolte des chrétiens à Shimabara (1737-1738). La mission du christianisme ne fut à nouveau autorisée qu'à partir de 1873.

Les nouvelles sectes (shin shûkyô)

Comme tous les cultes existants avaient été récupérés au sein de la structure de domination établie par le shogunat Tokugawa, il était en quelque sorte naturel que de nouvelles sectes fussent créées lors de l'ébranlement du régime, à l'orée du XIX^e siècle. Diverses nouvelles « religions », parmi lesquelles la Tenrikyô, sont ainsi apparues qui prônaient la réalisation des espérances dans ce monde terrestre¹¹. Dans la sphère du bouddhisme, c'est surtout

¹¹ La *Tenrikyô* (« religion de la sagesse divine ») a été fondée en 1838 par Nakayama Miki, une pieuse paysanne qui eut la révélation de la divinité (*kami*) originelle, Tenri O no Mikoto, et du devoir qui était le sien de délivrer l'espèce humaine de la souffrance et la société de ses maux. Cette « nouvelle religion » compte environ 16 000 églises dans le monde. Son sanctuaire se trouve dans la ville de Tenri, à proximité de Nara, où

à partir de l'école de Nichiren que s'est produite une dérive vers la formation de sectes nouvelles. Celles-ci ont pu se développer grâce à leur syncrétisme avec le shintoïsme, bien que celui-ci fût devenu culte d'État, et grâce à l'association de ce dernier à la mythologie japonaise. Des limites sont cependant vite apparues et les « nouvelles religions » ont donné naissance, à leur tour, à de nouvelles sectes. Celles issues du courant de Nichiren ont connu un large essor au cours de la haute croissance économique d'après guerre, du fait de leur attachement à la réalisation des espérances dans le monde présent : Reiyūkai, Sōka Gakkai (« société d'étude » ou « éducation à la création de valeurs »), Risshōkōkai (au mot à mot, « société pour l'établissement du bien et de la perfection personnelle par le compagnonnage »), Bussho gonenkai (« société pour la protection des lieux du Bouddha »), etc. Avec la fin de la croissance rapide, au début des années 1970, leur expansion a été freinée et une nouvelle génération, appelée « néo-nouvelles sectes » par les médias, est apparue, aux tendances plus mystiques, par exemple la croyance en l'immortalité de l'âme qui tend à séduire les jeunes.

La domination politique du PLD et les organisations religieuses

La plus importante rente de situation : les faveurs du régime fiscal

Ce qui décide largement la relation entre les milieux religieux et le Parti libéral-démocrate, ce sont les mesures en faveur des personnes religieuses qu'accorde le régime fiscal. C'est là une rente de situation qu'assure le PLD en récompense du soutien apporté par ces dernières. Les dispositions fiscales sont les suivantes : a) exemption de l'impôt sur les activités religieuses à but non lucratif, b) allègement de 10 % sur les profits dégagés par les activités lucratives, c) déduction systématique de 20 % sur les profits dégagés par des activités lucratives s'ils sont affectés à des activités religieuses, d) exemption de l'impôt sur les revenus financiers, intérêt et dividendes, e) exemption de l'impôt sur les immobilisations destinées principalement aux activités religieuses.

elle a édifié une université de 3 000 étudiants, avec en particulier d'importants départements de langues étrangères et de japonais langue étrangère, un musée, une bibliothèque avec près de 2 millions de titres, un hôpital, et elle dispose d'une station de radio.

On peut comprendre les dispositions a) et e), mais les autres sont fort critiquées dans la mesure où elles apparaissent comme ayant des motivations politiques. En tout état de cause, cela explique pourquoi le nombre des personnes religieuses avoisine les 183 000 car, une fois la reconnaissance comme personne religieuse accordée, aucune enquête précise n'est ensuite engagée par les pouvoirs publics, ce qui, à la limite, permet de faire n'importe quoi. Cette situation entrave par là le développement qualitatif des religions au Japon.

On peut, à ce propos, citer parmi les personnes religieuses les plus prospères, la Sôka Gakkai dont le revenu en 2004 était de 16 milliards de yens, soit environ 125 millions d'euros, et, avec 712 millions de yens (5,4 millions d'euros), Meiji jingu. La première a déjà été évoquée et le second est un sanctuaire shintoïque où est honoré l'empereur Meiji, l'arrière-grand-père du présent empereur.

Le déploiement de l'influence politique des organisations religieuses

Le déploiement de l'influence des organisations religieuses sur le processus de détermination de la politique prend plusieurs formes. Tout d'abord, en dehors de l'organisation du Parti libéral-démocrate, existe le Kômeitô, au mot à mot le « parti pour un gouvernement juste » (ou « équitable » ou encore « impartial ») créé, comme nous l'avons dit, par la Sôka Gakkai et qui est le partenaire du PLD au gouvernement. Dans le cadre de cette coalition, la Sôka Gakkai soutient des candidats du PLD dans les circonscriptions où le Kômeitô ne se présente pas, si bien qu'elle a joué un grand rôle dans la victoire du parti conservateur lors des élections de septembre 2005. La Sôka Gakkai est cependant connue pour son caractère exclusif et se trouve en concurrence durable avec d'autres nouvelles sectes issues de la branche Nichiren, telle la Risshô Koseikai et la Bussho gonenkai.

A l'intérieur de la structure du PLD, certaines sectes imposent leurs objectifs aux éléments des courants droitiers afin de créer des conditions favorables à la gestion de leurs intérêts matériels et à leurs dogmes, à travers les politiques éducatives et religieuses. Les grandes écoles du bouddhisme, qui disposent d'un prestige et de principes ancrés dans l'histoire, n'ont pas nécessairement besoin de développer des activités politiques. Par la présence de fidèles à l'intérieur du parti conservateur, elles parviennent à exercer une influence. Aussi s'orientent-elles vers la conservation des avantages acquis. Par contre, certaines grandes nouvelles sectes, en particulier de la mouvance shintoïste ou de l'école

Nichiren du bouddhisme, interviennent activement sur le plan politique, soit du fait de la relation établie entre leurs dogmes et le système impérial, soit du fait de la concurrence entre sectes.

Les politiques des fédérations religieuses

A l'exception de la Sôka Gakkai, de la Reiyûkai, de la Seichônô ié notamment, qui possèdent une capacité propre à exercer une influence politique, les sectes majeures adhèrent à ou forment leur fédération nationale. Les cinq organisations suivantes sont les plus importantes, qui englobent 90 % des personnes religieuses du pays.

- La fédération Kyôha Shintô créée en 1985 comme « société fraternelle » de diverses sectes de la mouvance shintoïste. Le terme *kyôha* souligne qu'il s'agit du shintoïsme en tant que religion. En effet, ayant en quelque sorte étatisé cette mouvance, le shintoïsme d'État d'avant la guerre dépassait la sphère du religieux.
- La fédération bouddhiste du Japon, créée en 1900.
- La confédération japonaise des Églises chrétiennes, fondée en 1946, qui regroupe toutes les confessions chrétiennes.
- L'association des sanctuaires shintoïques, fondée en 1946.
- La fédération des nouvelles organisations religieuses du Japon, établie en 1951.

Ces cinq organisations forment ensemble la Ligue japonaise des organisations religieuses dont les interventions politiques se limitent à des thèmes modérés, comme l'opposition aux armes nucléaires, la question de la mort cérébrale, les greffes d'organes, etc.¹². Cette ligue n'exprime pas son soutien au Parti libéral-démocrate. Parmi ces cinq fédérations, trois mènent des activités politiques spécifiques, alors que les deux autres laissent le libre choix aux organisations membres.

¹² En 1999 a été adoptée une loi relative à la transplantation d'organes à la suite de la mort cérébrale. L'Association médicale du Japon, qui réunit les médecins, la souhaitait depuis longtemps, alors que l'Association japonaise des organisations religieuses s'y opposait au motif que l'on ne saurait réduire la mort clinique à la mort cérébrale. De fait, selon les conceptions japonaises, la mort est tout à la fois cérébrale, cardiaque et pulmonaire. En vérité, la loi précitée évite de donner une définition de la mort clinique. Une autre loi autorise les médecins à préparer l'avis de décès après confirmation de l'arrêt cardiaque, sans préciser non plus la définition de la mort.

La fédération bouddhiste du Japon

Cette fédération englobe pratiquement toutes les principales écoles bouddhistes. Elle a suspendu un fois son soutien au PLD lorsque celui-ci a sauté le pas et s'est allié au Kōmeitō. Mais, lors des dernières élections législatives, elle a ouvertement soutenu des candidats droitiers de ce parti, parmi lesquels Koizumi Junichiro, l'actuel Premier ministre, Abe Shinzo, le présent secrétaire général du PLD et aussi de la ligue politique shintoïste, bien qu'ils fussent des partisans significatifs des visites au sanctuaire Yasukuni contre lesquelles la fédération bouddhiste ne cesse de s'élever. Cette contradiction semble indiquer que celle-ci privilégie ses intérêts financiers par rapport à ses préoccupations religieuses. La répartition des subventions est primordiale pour certains groupements dans la mesure où, par exemple, plusieurs d'entre eux gèrent des établissements universitaires, en tout 19 universités et 19 collèges universitaires de cycle court. Bien que ce ne soit qu'une petite partie des subventions que reçoivent les organisations religieuses, le soutien à l'enseignement privé religieux revêt une grande importance pour ces dernières. Parmi les branches constituant cette fédération, seules les branches Tendai et Shingon, à savoir le bouddhisme classique de Kyoto, soutiennent exclusivement le PLD, les autres apportent un appui aux parlementaires partageant leurs dogmes.

Quoi qu'il en soit, les grandes sectes bouddhistes disposent d'un nombre substantiel de fidèles parmi les parlementaires conservateurs et ces fidèles constituent des groupes à la Diète. Par exemple, Mori Yoshiro, le prédécesseur de Koizumi aux fonctions de Premier ministre, appartient au groupe des parlementaires sectateurs de la branche Ohtani de l'école Jōdo Shinshū, la plus puissante numériquement de toutes les organisations religieuses de l'archipel. L'actuel ministre de la Justice, qui y adhère également, a indiqué au moment de sa nomination qu'il refuserait, en dépit de la position du cabinet Koizumi sur la peine de mort, d'apposer sa signature sur les autorisations d'exécution capitale, parce que ses convictions religieuses le lui interdisaient (il faut reconnaître qu'il s'est rétracté par la suite).

La fédération japonaise des nouvelles organisations religieuses

Cette fédération a été créée à l'initiative de la Risshō Kōseikai pour faire pièce à la Sōka Gakkai. La Risshō Kōseikai, connue pour ses liens avec l'ancien Premier ministre Nakasone Yasuhiro, ne fait pas mystère de son action politique ni de son prosélytisme actif. C'est principalement à cause de la création d'un cabinet de

coalition PLD/Komeitô en 1999 et, secondairement, à cause des visites répétées du Premier ministre au sanctuaire Yasukuni, que la relation de cette secte avec le parti conservateur reste fluide. Ainsi, elle a refusé de reporter toutes ses voix sur les candidats de cette formation lors des dernières élections législatives, ce qui a conduit la direction du PLD à lancer officiellement une offensive de rapprochement avec elle, à la suite du scrutin.

L'association des sanctuaires shintoïques

C'est à elle que l'on doit porter l'attention la plus grande dès lors que l'on s'intéresse à la question des relations entre les organisations religieuses et le PLD. De fait, c'est elle qui constitue le noyau de l'extrême droite religieuse sur laquelle nous reviendrons plus tard. Bien qu'elle se présente comme une association, on peut la considérer comme une secte en soi, parmi les plus grandes, encore qu'il soit impossible de connaître le nombre de ses fidèles. Succédant aux organisations du shintoïsme d'État d'avant la guerre, elle regroupe près de 80 000 sanctuaires et son représentant actuel est cousin du présent empereur. En dépit de l'absence de dogmes systématisés, ce shintoïsme est familier pour les Japonais d'aujourd'hui, à travers les fêtes de quartier, le rite de la première prière du Nouvel an, etc.

La ligue politique shintoïste qu'a créée cette association regroupe plus de deux cents parlementaires, surtout du PLD. Elle est en mesure d'imposer ses revendications politiques au parti conservateur à travers les parlementaires qu'elle soutient. Ceux-ci sont généralement à la droite de la formation et membres surtout de ce que l'on appelle la « tribu (*zoku*) de l'éducation et de la culture », c'est-à-dire celle qui gère la politique en matière éducative, culturelle et religieuse. 157 candidats soutenus pas la direction de cette ligue ont été élus ou réélus lors des dernières législatives. Les conditions qui leur furent imposées pour obtenir ce soutien sont : a) opposition à l'extension aux femmes de la succession au trône impérial, b) opposition catégorique à la création d'une nouvelle institution pour honorer les soldats morts à la guerre, en remplacement du sanctuaire Yasukuni, c) rédaction d'une nouvelle constitution en mettant l'accent sur le statut de l'empereur et la garantie de la sécurité de l'archipel et en revenant sur la question de la séparation des Églises et de l'État, d) révision de la loi fondamentale relative à l'éducation pour inclure les concepts de respect du passé et des traditions, de patriotisme et d'éducation morale fondée sur des principes religieux, e) opposition à l'octroi de droits politiques aux étrangers, sur le plan local, ce qui concerne

en l'occurrence essentiellement les résidents coréens au Japon. Ces positions sont celles dont se réclament les courants droitiers du PLD et, comme nous le verrons, elles sont, sur certains points, en voie d'être satisfaites.

Les activités politiques des principales nouvelles sectes

Certaines grandes sectes nouvelles disposent d'une capacité autonome d'influence politique. Il s'agit essentiellement de nouvelles sectes issues de l'école Nichiren du bouddhisme qui ont récupéré dans leurs dogmes des éléments shintoïstes concernant l'empereur. Par exemple, la Reiyûkai, qui est connue pour ses liens avec Ishihara Shintaro, le gouverneur de Tokyo considéré souvent comme un Le Pen nippon, mais aussi la Bussho gonenkai, adversaire déclarée de la Sôka Gakkai, etc. En dehors du bouddhisme, MOA, une organisation issue du shintoïsme aujourd'hui divisée en trois, la secte Moon, et d'autres, font partie de ces organisations qui interviennent directement et en tant que telles sur le PLD ¹³.

Il est impossible aujourd'hui de classer de façon quantitative les adhérents ou quasi adhérents du PLD en fonction de leurs affiliations religieuses. En 1999, selon le quotidien *Mainichi* en date du 9 septembre de la même année, les croyants de la secte MOA et de la Bussho gonenkai représentaient un quart du million d'adhérents ou quasi adhérents du parti conservateur, respectivement 16 et 9 %. Ces croyants ne seraient pas nécessairement informés de leur appartenance au PLD. Par exemple, dans le cas de la Reiyûkai, le sénateur Kuse Kimitaka a expliqué en 2000 qu'un personnage important de cette secte avait payé 100 millions de yens au titre de l'adhésion au PLD de 33 333 fidèles. Selon cet ancien chef de la Commission gouvernementale pour la reconstruction financière, il lui a fallu recruter un nombre aussi grand de nouveaux adhérents pour que son nom soit inscrit en bonne place sur la liste des candidats conservateurs au scrutin à la proportionnelle pour la désignation de la Chambre des

¹³ La secte MOA a déjà été évoquée en note 3. Elle fut fondée en 1947 par Okada, issu de la secte Ômoto. Elle est connue pour le geste consistant à placer la main tel un abat-jour devant le front des fidèles afin de purifier leur âme. Le sigle est l'abréviation de Mokichi Okada Association. Le nom japonais est *Sekai Kyûsei-kyô* ou « congrégation pour le salut du monde ».

Conseillers (conférence de presse donnée le 30 juillet 2000, source : Commission gouvernementale pour la reconstruction financière).

L'extrême droite religieuse

Nous pouvons diviser grossièrement les mouvements d'extrême droite d'aujourd'hui en trois types : les activités de rue, en tenues paramilitaires, de l'extrême droite liée à la pègre organisée des *yakuza*, en recherche de fonds en provenance des entreprises ; un courant ayant une forme d'idéologie, comme par exemple la Daitōjūku ou « École du grand Orient » ; le courant religieux. Les deux premières sont tout à fait marginales sur le plan politique, faute d'emprise au niveau de l'État. Le courant à référence religieuse est beaucoup plus important car il est en mesure d'intervenir dans les décisions concernant la politique éducative et l'administration de l'enseignement public, grâce à sa stratégie à long terme, à son emprise sur le processus de détermination des décisions au sein du PLD, dans les domaines précités, et parce qu'il peut exploiter la naïveté des croyants de base, qui sont susceptibles d'être mobilisés et d'apporter des financements conséquents.

Le noyau de l'extrême droite religieuse est constitué par la Nippon Kaigi, la « Conférence du Japon ». Celle-ci s'appuie sur des sectes religieuses, par exemple l'association nationale des sanctuaires shintoïques est liée à une partie des milieux d'affaires, organise son groupe parlementaire au sein du PLD, si bien qu'elle est aujourd'hui à la pointe du front fondamentaliste japonais. Ses exigences politiques sont quasiment celles de la ligue politique shintoïste et il n'est donc pas nécessaire de pousser l'analyse plus loin. En tout état de cause, son but ultime est la révision de la constitution actuelle, ce qui n'est pas pour demain et ne correspondrait sans doute pas complètement à l'objectif visé. Sa campagne a cependant contribué à la législation sur l'appellation de l'ère¹⁴. De même, à chaque fois que cela a été débattu, elle a été

¹⁴ *Gengō* ou *nengō* (« nom d'ère »). Il est un fait que l'usage du nom d'ère remonte au VII^e siècle et avait une signification symbolique d'affirmation du pouvoir. Toutefois, il n'était pas attaché à la personne de l'empereur et pouvait changer en fonction des événements, d'une décision politique, voire du cycle calendaire de soixante ans. C'est sous Meiji qu'il fut décidé qu'à chaque règne correspondrait un nom d'ère (*issei ichigen*), si bien que le Japon est passé de l'ère Meiji (« règne éclairé » 1868-1912) à l'ère Taishō (« grande justice » 1912-1926), puis à la très longue ère Shōwa (« paix éclairée » 1926-1989) et enfin à l'ère Heisei (« atteindre la

en mesure d'empêcher l'adoption de projets de loi autorisant les femmes mariées à conserver leur nom de jeune fille ou accordant aux résidents permanents étrangers le droit de vote aux élections locales, ce qui, nous l'avons dit, concerne au premier chef les résidents coréens. Les visites régulières du Premier ministre Koizumi au sanctuaire Yasukuni font partie de ces acquis.

Pourtant, cette organisation ne se rassemble pas autour d'une idéologie fanatique, à une de ses composantes près, ni ne dispose d'une pensée nouvelle et construite avec quelque rigueur intellectuelle que ce soit. Il semble bien que son souci majeur soit de créer les conditions pouvant lui permettre de disposer à long terme d'une rente économique, au sens large. Mais pour dépasser ses limites idéologiques, force lui est de s'appuyer sur le fondamentalisme réactionnaire, ce qui risque bien de conduire à justifier les principes de gouvernance d'avant guerre. De plus, on peut craindre qu'il n'y ait pas aujourd'hui de contrepoids suffisant, ce qui demande de notre part un développement plus substantiel.

Les réformes du lendemain immédiat de la guerre ont privatisé tous les sanctuaires qu'avait englobés le shintoïsme d'État, dont l'empereur était la divinité vivante, ainsi que le sanctuaire de Yasukuni que géraient directement les ministères de l'Armée et de la Marine. Ces établissements ont de ce fait perdu leurs prérogatives et les prêtres, leur statut de fonctionnaires de l'État. Compte tenu des réalités politiques et en particulier du fait que l'empereur n'a pas été poursuivi par les Américains, il peut sembler légitime que les personnes ayant perdu le prestige dont elles jouissaient auparavant aient cherché à le rétablir, autant que faire se peut. A la fin des années 1960, cette tendance s'est renforcée et a revendiqué l'étatisation du sanctuaire Yasukuni. Le mouvement était animé par les cercles shintoïstes, par la fédération des familles de soldats morts à la guerre, organisation créée en 1953, et par la confédération des ligues d'anciens combattants¹⁵. Ces

paix ») depuis 1989. Cette règle fut abandonnée après la guerre car incompatible avec le monde moderne et emblématique du régime impérial. Une loi l'a rétablie cependant en 1979. Pendant son règne, l'empereur conserve son nom personnel (en fait il n'est pas nommé) et, à sa mort, il prend le nom de son ère. Hirohito n'est devenu l'empereur Shōwa qu'en 1989.

¹⁵ Il existe en fait deux organisations importantes des anciens combattants : la confédération des ligues de pensionnés de guerre (abréviation *Gun-on*), la confédération nationale des camarades de combat dont chaque élément correspond à une unité des forces armées. Il n'y a pas de rapports directs entre ces deux organisations et c'est la *Gun-on* qui revendiquait l'étatisation de Yasukuni.

deux dernières associations sont des groupes d'intérêts dont l'objectif premier est d'obtenir un niveau de pensions le meilleur possible, mais leurs membres représentaient, en 1999, respectivement 11 et 13 % des adhérents et quasi-adhérents du PLD, selon l'étude du quotidien *Mainichi* citée ci-dessus. Comme nous l'avons déjà indiqué, elles ont utilisé comme force d'agrégation idéologique les pratiques culturelles naïves autour du sanctuaire Yasukuni, lesquelles s'appuient sur le désir ambigu de calmer les âmes des soldats morts pour les empereurs successifs. On ne peut nier la prégnance de ce culte car il est issu d'une conviction religieuse très ancrée chez les Japonais ordinaires, conviction selon laquelle il convient de calmer les spectres de ceux qui sont morts dans des conditions tragiques, afin qu'ils puissent rejoindre l'au-delà.

Nippon Kaigi

Le projet d'étatisation du sanctuaire Yasukuni a échoué sans doute pour toujours, mais les animateurs de cette campagne ont réussi à faire passer une législation en faveur de l'appellation d'ère. Cela obtenu, la « conférence nationale pour obtenir une loi sur l'appellation d'ère » s'est restructurée en 1981 en « Conférence nationale pour la sauvegarde du Japon », autour de la fédération des familles de soldats morts à la guerre et de la confédération des ligues d'anciens combattants. Cette « conférence » fusionnera en 1997 avec l' « Association pour la protection du Japon », constituée de représentants de sectes shintoïstes et de groupements bouddhistes relevant des branches Nichiren et Zen, lesquels sectes et groupements avaient conservé une réelle capacité de mobilisation de leurs fidèles. Avec le vieillissement de leurs adhérents, la fédération des familles des soldats morts à la guerre et la confédération des ligues d'anciens combattants ont vu leur poids relatif diminuer à l'intérieur de la « Nippon Kaigi », au profit des sectes religieuses.

Au sein de cette « Nippon Kaigi »¹⁶, les organisations les plus actives, aux côtés de l'association des sanctuaires shintoïques, sont des nouvelles sectes bouddhistes issues de l'école de Nichiren, comme la Reiyūkai, la Bussho gonenkai et d'autres. On ne saurait pour autant négliger la Kokuchukai qui, bien que petite, a joué un

¹⁶ En japonais, Japon peut se prononcer de deux façons, *Nihon* et *Nippon*, la deuxième conservant une connotation nationaliste que l'on ne peut rendre en français.

rôle éminent dans le mouvement fasciste d'avant la guerre. Parmi les sectes issues du shintoïsme, il importe d'évoquer la *Seichō-no ié*, qui demande une législation instaurant l'empereur comme chef d'État, alors que selon la constitution il n'est que le symbole de la nation, et la secte Mahikari, des « nouvelles religions » la plus respectueuse de l'empereur¹⁷. Parmi les chrétiens, on trouve la Genshi Fukuin Kirisuto-no Makuya, au mot à mot « l'Évangile originel, tabernacle du Christ », congrégation sans église qui établit une liaison entre le judaïsme et la maison impériale en assimilant le contenu de la mythologie japonaise à l'Ancien Testament¹⁸. Enfin, la secte Moon joue un rôle, qui a des rapports avec certains parlementaires du PLD.

Le président de cette conférence est un ancien président de la Cour suprême connu pour son conservatisme. Un des vice-présidents est le *chairman* honoraire de la firme Fujitsu et le prêtre en chef adjoint du sanctuaire Meiji se trouve à la tête du conseil d'administration qui regroupe les organisations ci-dessus indiquées, ainsi que le gouverneur de Tokyo, Ishihara Shintaro, lié comme nous l'avons vu à la Reiyūkai. Cette association a formé en 1997 un groupe parmi les parlementaires du PLD, lequel compte environ deux cents membres, bien que 110 seulement aient été présents lors de l'assemblée générale à la fin de 2005, suppléants compris. En fait, il constitue un point d'appui des parlementaires de la droite du parti conservateur : Aso Taro, l'actuel ministre des Affaires étrangères, en a été le chef et le ministre de l'Économie et de l'Industrie, Nakagawa Shoichi, le chef suppléant.

¹⁷ La *Seichō-no ié* (« maison de la croissance ») a été fondée en 1930 par Taniguchi Masaharu, à partir également de la secte Ōmoto. Pour lui, le bouddhisme, le shintoïsme, le christianisme et les autres religions dignes de ce nom ne font qu'un. L'accent est placé sur la relation filiale entre le croyant et la divinité, principe de base du culte de l'empereur, relation par laquelle l'effort sur soi conduit à la « vérité de la vie » et à la libération des maux. La secte dispose de plus d'une centaine de centres à l'étranger.

¹⁸ Bien que chrétienne, la Genshi Fukuin Kirisuto-no Makuya garde comme credo « l'espérance dans le rassemblement de l'esprit japonais ». Elle a été fondée en 1948 par Teshima Ikuro (1910-1973) qui, selon les fidèles, aurait eu la révélation de la Pentecôte en 1950, au pied du mont Aso. Il est connu pour avoir organisé en 1967 un comité de secours à Israël, à la veille du déclenchement de la « guerre des Six-Jours ».

Les interventions politiques en matière d'éducation

Il convient de souligner l'activisme de cette conférence en matière de politique éducative. Cette question constitue pour elle un objectif stratégique à long terme, vraisemblablement parce que l'éducation est le meilleur domaine où elle puisse espérer étendre son influence. Même la presse étrangère a traité ces dernières années de la campagne à propos des manuels scolaires d'histoire japonaise. La partie la plus incriminée concerne la période fasciste. Cette campagne est animée par l'« association pour la rédaction de nouveaux manuels scolaires d'histoire », en collaboration avec une maison d'édition appartenant au groupe du quotidien *Sankei*, dont on dit qu'il entretient de bons rapports avec l'actuel président de la République française. En fait, il a été révélé que les cadres locaux de cette association sont très souvent aussi ceux de la *Nippon Kaigi* (source : le centre documentaire sur la responsabilité du Japon dans la guerre).

Le gouvernement a déposé en avril 2006 un projet de révision de la loi fondamentale sur l'éducation. Quand bien même elle ne pourra vraisemblablement pas être discutée lors de la présente session, pour des questions de calendrier parlementaire, elle devrait l'être à la session de l'automne prochain et cela représente d'ores et déjà une victoire pour la *Nippon Kaigi* et la ligue politique shintoïste. Outre l'accent placé sur les investissements publics en faveur des études liées à la recherche-développement des technologies de pointe ou sur la formation d'élites industrielles que demandent depuis longtemps les milieux d'affaires, le contenu de ce projet se caractérise par l'imposition en force du patriotisme, de l'éducation morale dont la puissance publique définirait pratiquement le contenu, toutes choses qui renforceront encore le contrôle de l'État sur l'éducation.

Le parti Kômei a rejeté la mise en article de la phrase « l'éducation en vue de cultiver les sentiments religieux », de peur que cet article ne se réfère à des religions précises, en l'occurrence le shintoïsme, si bien que la phrase a été remplacée par « une attitude généreuse à l'égard des religions, une culture générale des religions et le statut des religions dans la vie sociale doivent être respectés par l'éducation ». Dans l'ensemble, une partie des exigences de l'organisation étroitement liée à la *Nippon Kaigi* qui se concentre sur les questions d'éducation sera ainsi satisfaite. Cette législation une fois adoptée, les sectes adhérant à la *Nippon Kaigi* pensent être en mesure d'entraîner l'école à réapprécier le shintoïsme comme une des traditions culturelles du pays. Elles tenteront d'en tirer bénéfice dans leurs missions et pour le

renforcement de leurs capacités d'agrégation idéologique, ce qui ne se sépare pas de leurs intérêts économiques.

Conclusion

Les raisons pour lesquelles le mouvement fondamentaliste au Japon a été activé à partir du milieu des années 1970 sont complexes, mais, quelles que soient ces raisons, on est entré dans une nouvelle phase, au fur et à mesure que le shintoïsme orthodoxe et de nouvelles sectes à contenu shintoïste se sont politisés. Ce sont en effet là les forces motrices du fondamentalisme japonais, comme le montre le projet de révision de la loi fondamentale relative à l'éducation. Leur comportement constitue un des éléments de la droitisation accentuée du PLD et on peut s'attendre à ce que ces forces jouent un rôle éminent dans la campagne pour la révision constitutionnelle (particulièrement à propos du statut de l'empereur et des forces armées) qui devrait être proposée dans un avenir proche, si du moins le présent rapport des forces politiques n'est pas modifié.

Pourtant, le shintoïsme orthodoxe ne peut s'appuyer fondamentalement que sur la nostalgie ou sur l'ethos assez vague des Japonais. Par ailleurs, la conscience religieuse des nouvelles sectes engagées dans cette « conférence » reste tout à fait singulière par rapport à celle des citoyens ordinaires. Tout cela laisse penser que des limites existent à l'expansion du mouvement fondamentaliste. Il convient toutefois de rester vigilant face à la convergence possible de ce fondamentalisme et des demandes patronales ou syndicales en faveur d'une augmentation des investissements en matière d'armements, bien que le pays dispose désormais de la deuxième marine du monde par le nombre de ses bâtiments. Certains anciens dirigeants droitiers du mouvement syndical, tel Usami Tadanobu, actuel conseiller de la confédération Rengô, siègent déjà au conseil d'administration de la « conférence », aux côtés d'hommes d'affaires, parmi lesquels, comme cela a été indiqué précédemment, on trouve Yamamoto Takuma, *chairman* honoraire de Fujitsu, une des firmes importantes de l'industrie militaire.